

B.P. du 27.6.53.

Présents : Lalmand, Terfve, Van Hoorick, Borremans,
Herssens, G. Glineur, DeConinck, Burnelle.

Absent : Van den Boom - congé.

I./ EXAMEN DE LA TACTIQUE ELECTORALE POUR LES
ELECTION LEGISLATIVES DE 54.

Rapport de Van Hoorick (en annexe)

BURNELLE : Essentiel du programme dans brochure marasme en y introduisant des revendications plus concrètes, notamment la Séc. Soc. pour laquelle nous devrions avoir un plan et réclamer la nat. des trusts pharmaceutiques.

Pense que la diminution des dépenses militaires ne règle pas tout le problème car il faudrait tout de même les trouver ces 18 milliards.

Il faudrait mettre en avant une ou deux grandes revendications sur lesquelles on peut mobiliser la classe ouvrière.

S'occuper plus du Parti Libéral qui va bénéficier des voix P.S.C.

Etre prudent pour les listes unitaires. Ne pas présenter des listes là où aucune chance pour autant que l'on puisse s'entendre sur un programme ce qui est important.

Prendre la tête d'une campagne pour une dissolution immédiate. On pourrait se ~~xxxxxxx~~ rapprocher de la base socialiste sur ces points.

Discuter dès maintenant avec les organisations de masse pour voir ce qu'elles peuvent faire car ce ne sera pas facile à obtenir.

Voir aussi ce que peuvent faire les cellules d'entreprises dans la campagne électorale.

Fixer aussi la date du Congrès pour faciliter l'établissement des plans dans fédérations et sections.

HERSSENS : tenir compte qu'il ~~peut~~ y avoir encore des élections précipitées en raison des difficultés pour le vote de la C.E.D.

La nouvelle brochure devrait contenir les idées suivantes :

les gouvernements depuis 47, le P.S.C. sera battu, qu'y mettre à la place après, dénoncer dirigeants P.S.B. et P.L., le front unique c'est autre chose que l'action commune socialiste.

Pense aussi qu'il faut ajouter des revendications plus concrètes sur contenu de "Marasme".

Préparer un matériel sur droitiers P.S.B.
" Des paroles aux actes".

Préparer un document pour les sections sur la propagande de masse.

Mener la campagne sur un ou deux slogans et permettre aux fédérations d'être plus près des masses de leur région.

D'accord pour répartition , 40 % Centre, 60 % fédér.

Intervenir dès maintenant pour que les communistes qui militent dans organisations de masse ne soient pas enlevés.

Le fonds de Combat actuel est une défaite, est mal parti dès le C.C. Estime qu'il ne faut pas pousser trop loin : fin juillet.

G.GLINEUR : mettre tout le poids de notre propagande sur le slogan "un autre gouvernement, une autre politique".
Montrer sur une base concrète la liaison entre trois partis traditionnels.

n S'adresser aux diverses couches de la population.
Relier la politique communale des trois partis traditionnels à celle du gouvernement. Arriver à faire comprendre aux travailleurs que ~~xxxxx~~ voter P.S.C., P.L., P.S.B. c'est perdre sa voix.

Prolonger le fonds actuel jusqu'à fin juillet, mais pas trop loin. Certes la campagne est mal menée dans le D.R., mais il faut voir comment corriger. Mettre classement dans D.R.-Dimanche avec tableau par fédération. Ne pas lancer le fonds électoral avant le 1er janvier.

Accorder 50 % au Centre et 50 % aux fédérations et réaliser des affiches pour quelques grandes catégories de la population.

TERFVE : pense que la perspective est des élections avancées.

Pour le programme ; base : la brochure avec une série d'autres points en plus. Etre prudent sur la proposition Burnelle sur la nationalisation car cela peut couper une série de contacts dans les circonstances suivantes.

Pense que dans certaines cas, on peut se désister sur l'accord d'un programme. Mais nous devrions prendre les devants.

Pas d'accord pour que le Parti prenne la tête d'une campagne pour dissolution immédiate, car ne croit pas que cela correspond à la situation actuelle.

Attention sur l'argument "voix perdues", prendre les devants.

Lancer tôt la cam/pagne électorale, fin septembre - début octobre.

Etre audacieux dans nos méthodes de propagande.

Ex.: affiches différentes dans sa forme des autres.

Prises de parole rest^{nt} excellentes, formule grands meetings est dépassée. Aller à domicile, mais alors le matériel doit être rédigé tel qu'il ~~pourrait~~ permet la discussion entre celui qui va le remettre et celui qui le reçoit.

Laisser volant plus grand aux fédérations pour la partie ~~problématique~~ ^{idéologique} de la propagande.

Campagne million : partisan de transformer graduellement en fonds électorale.

Brochures sur paroles et actes P.S.B. : illustrées. Voir brochure P.C. français.

Faire effort pour nous adapter à méthodes et formes de propagande qui sont nouvelles.

Radio : important - Utilisation radio H. comme Ce soir en France.

Date du congrès : avec perspective élections, impasse - le mettre au lendemain des élections.

LALMAND : pas possible de mener de front élections et Congrès - mettre après élections (automne 54)

Les Congrès fédéraux : plutôt conférences fédérales axées sur élections. Après Congrès fédéraux pour préparation Congrès national.

Proposer au C.C. de faire ratifier.

DE CONINCK : matériel national pour différentes couches population. commencer campagne électorale assez tôt.-

ouvrir fonds le jour de la manifestation nationale, cela veut dire aussi ouverture campagne électorale. - grande attention à la propagande d'homme à homme, y préparer nos militants. -

Faire discuter la nouvelle brochure par cellules : amélioration vie politique de nos organisations.

Ainsi armer nos camarades.

D'ici ouverture campagne électorale préparer techniquement le tout.

Désistement : par ex., au Limbourg, les socialistes n'ont pas besoin de nous. Ils nous ignoreront. Mais si nous posons cela à temps, il sera possible de discuter à la base et de faire monter ce courant.

BORREMANS : problème financier du pays jouera grand rôle.

Source de mécontentement. Grande importance des impôts.

Problème technique : présentation des candidats, sortir un document.

Propositions des candidats : faire fonctionner l'organisme, donc partir des cellules.

Propagande : pas bonne formule que les fédérations fournissent à leurs parties d'arrondissement. Propositions de matériel encore trop centralisées - pour D.R. spécial, page spéciale par fédération ou province.

Pas trop partisan de se faire déplacer des groupes culturels.

Le fonds : d'accord 40 / 60, d'accord même pour 50 / 50 en augmentant le matériel.

Si la fédération du Drabant doit compter sur ses propres moyens, nous disparaîtrons.

Orienter nos jeunes vers des groupes de propagande spectaculaires : groupes cyclistes, clairs, mandolines, hommes sandwich, etc...

Choisir quelques endroits pour louer des panneaux.

Le fonds de combat actuel : en sortir sans perdre la face. Avons sousestimé les difficultés réelles au départ.

Commencer campagne électorale - vite.

Slogan : victoire communiste aux élections.

Nous interrompons le fonds actuel pour redémarrer après le fonds électoral d'ici quelques mois.

Terminer d'ici un mois en arrangeant les chiffres, ne va pas.

LALMAND : Elections anticipées moins probables aujourd'hui qu'il n'y a un certain temps.
Néanmoins s'y mettre.

Continuer avec la brochure actuelle : revenir sur son utilisation rationnelle.

"Le gouvernement que la Belgique attend" est un mauvais titre. Faire porter le titre sur la politique que la Belgique attend : ce qu'il faudrait faire dès à présent pour que la Belgique ait une autre politique et un autre gouvernement après les élections.

Les événements depuis parution "Marasme" font apparaître possibilité de réalisation.

Transformer cette possibilité en réalité.

Comment le faire - Unité d'action .

Voilà contenu brochure.

Sousestimation résultats positifs d'unité d'action.

Monter en épingle les moindres résultats obtenus dans ce sens. Résultats dans Borinage ne sont pas suffisamment exploités ; par ex., pour doubler les effectifs S.U.

Unité d'action nous montre plus nécessité travail entreprises et syndicats.

Liaison réelle entre classe ouvrière et petites commerçants dans cités ouvrières. Unité élargie à union de la classe ouvrière avec d'autres couches de pop.

2 brochures, utiliser comme instrument pour arriver à l'unité d'action.

L'activité des organisations de masse a comme but de faire lutter progressivement les organisations de masse pour les prises de position du Parti, partant de leurs revendications. Utiliser préparation élections pour clarifier le travail des organisations de masse.

Par exemple : autre gouvernement, autre politique est valable pour les org. de masse.

Le programme électoral :

pas considérer comme pièce maîtresse de l'Agit.-Prop.-
le publier quelque part -

partir de nos programmes électoraux antérieurs et brochures "marasme". De là sortir quelques idées maîtresses -

mais faire sortir surtout que nous sommes le seul Parti luttant pour l'indépendance, paix, démocratie et par là pour plus de bien être.-

Bien être : mots d'ordre négatif : réduction impôts.
" " positif : sécurité sociale.

Confier l'élaboration à la Commission Agit-prop.

Etablir une sorte de timing, termes et délai.

Désigner q.q. pour aller étudier campagne électorale faite en Italie et en France.

La formule Front populaire est en l'air.

qq. c'est la formation d'un autre gouvernement avec une autre politique.

Polémique avec les adversaires : ~~définir~~ dépliant en rapport avec problèmes essentiels : "Les autres et nous".

P.S.C. responsable essentiel, les 2 autres leurs complices
Pas sous-estimer non plus le P. Libéral et classes moyennes. Avec dessins humoristiques. Fournir un effort pour trouver dans débats parlementaires quelques questions démontrant positions des 3 partis et du notre (ex. pensions). Promesses électorales et leurs prises de position à la Chambre.

Travailler mieux parmi les paysannerie et classe moyenne.

Que faire là où nous n'avons pas de chance : attention à l'effacement, de nature à diminuer enthousiasme :

- 1) s'adresser aux socialistes pour voir s'ils sont d'accord de reprendre l'essentiel du programme ;
- 2) utile de rechercher possibilités de lutter avec d'autres sur programme limité, par exemple Luxembourg.
- 3) lutter sur nos propres positions.
Cela se pose seulement pour le Limbourg, Lux., Namur.

Candidats : marcher très vite, faire rentrer pour fin septembre.

Les faire retourner du sommet dans fédérations, et terminer avant fin décembre.

Problème délicat des arrondissements. Mettre nouveaux permanents au travail début février, mais un plus grand nombre. Les désigner rapidement. Mais voir définitivement après rentrée des Chambres (fin octobre).

Propositions permanents :

Anvers : + 2
Brabant : + 2
Fl. Orient. : + 2
Limbourg : remplacer De Neef + 1.
Courtrai : + 1
Centre - Tournai - Charleroi : 2
Liège : + 1
Huy : remplacer Mathieu.
Namur : + 1

12

Examiner possibilités de déposer listes paysannes dans certaines régions.

Examiner situation Isabelle : soc. indép. dans le Brab.

Agit-Prop.

pas trop décentraliser -

Le souci de concrétiser est louable, mais impossible de toucher toutes les différentes catégories. Le faire pour chomeur, commerçants et paysans, et pour pensionnés si collaboration de leur organisation.

Donc prévoir ce matériel.

Tâcher de sortir ~~xxxxxxx~~ de la routine. Les méthodes classiques ne nous permettent pas d'obtenir les résultats que les autres obtiennent.

Chaulage - le moderniser (tambour)

2 D.R. à grand tirage (prévoir les rubriques)

3 affiches (exposition avec concours - consultation de la base)

Disques - film (se mettre en rapport avec Michel)

Groupes culturels: ~~xxxxxxxxxxxx~~

pas un seul meeting sans partie attrayante -
commission culturelle : mettre sur pied des dizaines de petits groupes capables de faire petits sketch, dialogues politiques, etc...

Grand nombre d'auto-radio - Passer dès à présent les contrats.

Concrétiser tout cela et mettre les camarades des commissions au travail.

Radio : faire démarche.

Guide Militant : sortir dès octobre.

Budget : il n'est pas suffisant.

ajouter 100.000 Frs

brochure "Les autres et nous"

Tout cela = 1.100.000

Tout cela = 1.100.000 Frs.

Pour cela 50 % pour le Centre.

Mettre l'accent sur listes de souscription.

Désigner Baligand pour contrôle des fonds dans les fédérations.

Commencer le 1er janvier - lancer l'idée 1er décembre.

Souscription actuelle : prolonger fin juillet.

intensifier l'effort

augmenter poste C.C. de 10.000 Frs

aviver la campagne.

Faire débiter campagne électorale avec manifestation national. La baser sur campagne électorale, baser sur les objectifs que nous nous posons.

Plutôt nous partirons, plus il nous sera facile de lier la campagne électorale à la vie de nos organisations.

L'utiliser pour renforcer vie politique, org. travail, dans entreprises et dans org. de masse.

Comment améliorer travail cellules :

visites à domicile ;

pénétrer dans 100.000 ménages = 5 ménages par membre du Parti ;

leur donner le matériel qui le permet ;

c'est une des questions les plus importantes de la campagne électorale.

Rediscuter fin septembre sur base de ce qui a été réalisé déjà. Aller avec cela au C.C.-Octobre.

Etablir tableau timing.

2./ " Communisme " - nouvelle formule.

Rapport de J. TERFVE :

Propose remplacement de Communisme.

A aucun moment, la revue n'a été une publication populaire dans le Parti.

La diffusion a été faite à la cravache. Absence d'écoles dans le Parti. Remarques faites dans le Parti très rares. Appréciation = trop lourde.

Et maintenant contre vents et marées, nous avons dépensé de l'argent pour le prestige.

Problème réglé avec décisions mécaniques.

Il faut trouver forme de publication plus conforme aux besoins du Parti.

Le besoin d'avoir des arguments pour discuter, facilitant la prise de contact vers l'extérieur.

Les éléments de discussion à 85 % dans le D.R., mais pas d'une façon suffisamment rassemblés et détaillés.

Certain besoin du prolongement de l'effort idéologique sous une forme écrite. Ex. tel passage des "principes du léninisme" : explication des raisons pourquoi le Parti se plonge dans cette étude.

Cela existe en France : "France Nouvelle".

Ne pas nous raccrocher aux modèles étrangers.

Il y a des raisons rédactionnelles et financières, limites qu'on ne peut pas dépasser.

Examiner moyen d'une publication hebdomadaire, sur des faits principaux de la politique pendant la semaine (les 3/4 de la publication) - l'autre quart : prolongement idéologique.

Est-elle possible ?

Du point de vue rédaction : oui, si la publication n'est pas grande (4 pages, comme "Messager de la Paix".)

Financièrement : dépense de \pm 4.000 Frs par semaine.
2.000 Fr. + 1.000 Fl. par semaine.
vendu à 1,25 frs ou 5 frs par moi,
ou 50 Frs par an.

décalage à porter par budget Agit-Prop.

LALMAND :

Education : certains résultats obtenus, continuons à progresser.

Il faut voir que la publication d'une revue théorique constitue une partie indispensable du travail idéologique et d'éducation.

Au moment que nous progressons dans domaine éducation, se serait une faute de renoncer à la publication de la revue théorique. Tous les partis y accordent une grande importance.

Nécessité de lier constamment la théorie à la pratique : se fait dans la revue théorique.

On peut envisager une publication dans laquelle on met à la disposition des militants les conclusions auxquelles on a abouti après avoir étudié telle ou telle question.

Notre presse quotidienne devrait davantage s'occuper de traiter des problèmes théoriques.

La formule Franc-Nouvelle est une formule utile, répondant à un besoin.

Mais France Nouvelle ne peut pas remplacer la revue théorique.

L'examen du résultat éducation indique que l'échec Communisme incombe à la direction. Désintéressement dû au contenu de "Communisme" qui s'est détérioré progressivement.

Le fait qu'il est difficile d'abstenir de la collaboration, n'est pas valable. Nous ne sommes pas incapables de résoudre cela.

La revue théorique peut paraître une fois tous les 2 mois.

Pour voir carences, comparer "Communisme" aux "Cahiers du Communisme" surtout en ce qui concerne le choix des thèmes.

Nous mettre d'accord sur thèmes à traiter.
Désigner le camarade.

Elaborer le schéma, faire écrire l'article.

VAN HOORICK }
GLINEUR }

d'accord avec ce qui a été dit par L.

HERSSENS : j'étais depuis des semaines dans le même état d'esprit que Terfve.

Intervention de Lalmand me fait revoir ma position.
Nouvelle étape dans l'éducation, l'orientation vers l'étude personnelle, fait que "Communisme" est nécessaire.

Collectivement, nous n'avons pas pris "Communisme" au sérieux.

Je veux prendre l'engagement d'écrire tous les 2 mois.

Le pire c'est que la revue est discréditée en bas.

~~Les réflexes sur l.~~

Les reflexes sur la parution ou non-parution sont nuls.

Il y a 3 mois qu'on a établi le sommaire pour le n° Staline. Quel intérêt veut-on créer avec du rechauffé, venant beaucoup trop tard.

On s'est ~~intéressé~~^{adressé} à trois reprises aux sections, on a demandé intervention des fédérations.

Cela nous a donné, y compris cercles d'étude, + 150 en plus. Mais cela ne compense pas les 350 français commandés, souvent non vendus, par les fédérations.

Du point de vue financier, maintenant perte de 50.000 Frs par an.

Faisons l'effort de faire pénétrer, il faut se battre.

Contenu et parution régulière, très important.

DE CONINCK : maintenir "Communisme".

Pourquoi absence d'échos ? parce que Communisme n'est pas un outil pour les camarades tel que Communisme est maintenant.

Il faut donner l'exemple de l'utilisation de Communisme.

BURNELLE : remonter le courant va être difficile. Il faut le faire pourtant.

La mauvaise qualité de Communisme reflète un manque de pensée, de recherche, du manque de réfléchissement, manque de temps de réflexion. Il faut un apport du point de vue technique, un approfondissement.

Essayer de diminuer le prix.

Déterminer un sommaire - le populariser avant la sortie
Par ex. : sur l'Europe.

BORREMANS : intérêt à l'éducation. 150 à 200 y participent dans le Brabant.

Il n'y a pas cet engouement pour la revue.

Il faut éviter la conclusion que le contenu de Communisme ne répond pas à ce qu'on désire.

Faire articles sur O.M., l'unité d'action (expérience Borinage)

Le faire savoir pour nous orienter dans cette voie.

LALMAND : tous d'accord d'appliquer les anciennes décisions.

Revoir contenu, c'est à dire discuter du sommaire au B.P. Mais aller plus loin dans l'effort, désigner les camarades, les aider à faire l'article.

Discuter du contenu d'un n°.

Vain d'aborder la question de la diffusion sans avoir solutionné le contenu.

Importance capitale de la régularité de la parution.

Autre chose très importante : que nous réussissions à donner l'impression que la direction s'intéresse à la question.

Accent au début sur contenu.

Objectif diffusion 2.000. Le besoin existe.

Dans la mesure où nous réussirons à rattacher théorie à une question déterminée, il y a de l'intérêt.

Décider de faire l'effort de diffusion et propagande lorsque nous avons un bon n°.

Dangereux de consacrer un numéro sur 6 par an à un seul problème.

Faire sortir celui sur Staline.

Discuter immédiatement du nouveau sommaire. Faire grande campagne avec n° gratuits.

Le prix se rattache au contenu. Chaque augmentation du tirage diminue le prix de revient.

Sortir le n° 3 le 1er septembre.

Mettre à l'ordre du jour aussi la diffusion.

3./ EMPLOI DES LANGUES DANS L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

38 réponses sur 53 + orales du B.P.

19 pour flamand obligatoire
19 pour libre choix.

LALMAND : question importante.

Réfléchir à la portée d'une prise de position pour le libre choix.
Importance question nationale.

Bien sûr du point de vue utilitaire, il est plus important d'apprendre comme 2e langue l'anglais, le russe ou l'allemand, par exemple, pour lecture revues spécialisées.

Le technicien entre en rapport avec d'autres individus. La Wallonie fournit des cadres techniques à l'industrie en Flandre, d'où présence de nombreux wallons dans usines flamandes.

De l'autre côté 100.000 ouvriers flamands qui se rendent en wallonie.

Mais poser le problème sur le plan politique.

Si nous posons la question de la 2e langue en Flandre, il y aurait unanimité pour le français.
Tendance de discrimination entre les 2 langues,

penchant naturel. Mais comporte grave danger pour maintien de l'unité entre les travailleurs de Flandre et de Wallonie, et de la Belgique.

Le glissement de l'économie vers le Nord, le développement démographique inquiète les Wallons, Bourgeoisie en Fl. riposte aux wallons en posant revendications démagogiques qui se situent presque toutes sur le plan linguistique.

Certain sentiment d'infériorité des flamands traités en minorité quoique étant la majorité.

Un seul moyen pour y remédier : résoudre la question linguistique.

Faciliterions le jeu de la bourgeoisie à diviser les ouvriers wallons et flamands si nous adoptions une distinction entre les deux langues. Heurterait leur sentiment national.

Nous pousserions les ouvriers flamands dans les bras des nationalistes, de la bourgeoisie flamande et le problème national se posera sur le terrain culturel où il ne faut pas le placer.

BORREMANS :

1°/ Dans les écoles techniques flamandes, y a-t-il obligation du français comme 2e langue ?

2°/ Y a-t-il obligation dans les écoles techniques d'apprendre une 2e langue.

BERNELLE : un flamand connaît toujours mieux le français qu'un wallon le flamand.

En Wallonie peu de gens ont la possibilité de se servir du flamand.

La meilleure façon de les rapprocher, c'est le libre choix pour les 2.

LALMAND :

faut-il être pour une 2e langue obligatoire ? oui.

C'est dans la ligne de l'intern. prolét.

Même s'il y avait libre choix en Flandre, il faudrait une position pour le français 2e langue en Flandre et, le flamand 2e langue en wallonie.

Je regrette que l'effort B.P. pour apprendre flamand a été relâché. Il s'agit d'une population qui n'est pas une minorité. Il faut revenir et rendre obligatoire.

Rien faire de nature à diviser les ouvriers flamands et wallons. C'est essentiel.

Si nous voulons maintenir la Belgique, il faut rendre le contact possible entre ouvriers flamands et wallons.

L'unité est très difficile entre gens qui ne se comprennent pas.

C'est un problème à contenu politique essentiel.

Décision : flamand 2e langue en wallonie dans enseignement technique.

C.C.P.

- terminer jeudi la question Marinette Laurent.
La convoquer au B.P. de samedi.
- demande réadmission Tielmans Rob. de Godarville -
avis favorable.

-
- -

FETE DU HEYSEL.

Parce de verdure au Heyssel : on pourrait l'avoir
le 13 septembre - 20.000 Frs de location.

Démarrer avec campagne le 15 juillet.

--

B.P. 27.6.1953.

ELECTIONS LEGISLATIVES ET PROVINCIALES 1954.

Date normale ~~à~~ juin 1954.

Elections anticipées ne sont pas exclues. Pourtant ces chances ont diminué sérieusement - P.S.B. - Lib. - P.C. réclament depuis longtemps dissolution.

La question d'élections anticipées posée avec plus de force à l'occasion de la ratification du traité de Paris et les réformes constitutionnelles. Gouvernement laissait prévoir des élections pour février 1954 après le vote sur la C.E.D. et la discussion parlementaire sur les réformes à apporter à la constitution.

Depuis lors ~~de~~ nouveaux retards à la C.E.D. qui ne serait traité au parlement qu'après les vacances. Le développement de la situation à cet égard, ainsi que les manoeuvres du P.S.C., font prévoir qu'on ira jusqu'au mois de mai-juin avant d'avoir des élections.

Une autre question qui pourrait exercer son influence quant à la date des élections, est celle des nouveaux impôts.

Toutes les caisses auxiliaires ont été vidées. Les 3 $\frac{1}{2}$ milliards dont le gouvernement a besoin pour continuer sa politique d'armement, ne peuvent être trouvés que par des nouveaux impôts.

Le P.S.C. prendra-t-il seul cette responsabilité. Le parti Libéral et le P.S.B. ne voteront pas sans avoir passé par des élections d'abord.

Le plus probable reste qu'on ira jusque juin 1954, surtout si la détente se concrétise et qu'il y aurait relâchement dans l'effort de guerre.

Même dans ce cas, et de toute façon puisque des élections anticipées ne restent pas exclues, il n'est pas trop ~~tot~~ tôt pour que le Parti s'y prépare.

Il faut s'y préparer,

- 1) du point de vue politique,
- 2) " " " technique et candidats,
- 3) " " " d'organisation,
- 4) " " " propagande,
- 5) " " " financier.

1°/ Du point de vue politique.

Nous sommes armés par la voie et les propositions pour sortir le pays du marasme.
Le C.C. a décidé de concrétiser encore par une nouvelle publication " Le gouvernement que la Belgique attend " (ou dont elle a besoin).

Les indications données par le C.C., pour développer la discussion, pour pousser à l'unité d'action surtout dans entreprises et syndicats, pour pousser à l'union des démocrates, patriotes, etc.. , par renforcement trav. Org. masse.

2 questions se posent pourtant :

a) la voie belge au socialisme (programme Lalmand) :

je pense qu'il est inopportun, sans toutefois escamoter la perspective, de mettre l'accent là dessus. Pourrait faire dévier le travail de la gr. question du moment : un gouvernement de paix.

Tous les efforts doivent être concentrés là-dessus.
Serait utile en tant que document de clarification, mais pas d'action

b) programme électoral :

faut-il autre chose que le programme minimum marasme ?
Oui, il faut concrétiser pour les différentes couches de la population.
Mais dans campagne électorale, il faudra de toute façon mettre l'accent sur 2/3 idées essentielles : C.E.D. et service militaire, impôts, du travail, secur. sociale.

Tenir compte de nos ennemis :

Contradictions se font jour et s'aggravent au sein des 3 partis , les 3 inféodés aux U.S.A. -

Faire apparaître clairement les deux voies opposées :

servitude aux U.S.A. ou indépendance,
réarmement, misère et guerre ou paix et plus de prospérité.

Le P.S.B. :

Chevaux de bataille électo :

chasser le P.S.C.
donner la majorité aux soc., voix perdues.
démagogie concernant les c nons, droit au travail.
anti-communisme.

D'où nécessité de :

- préparer matériel sur les actes politiques essentiels du P.S.B. et de ses principaux dirigeants.
- développer au travers l'unité d'action à la base, une poussée pour des listes unitaires sur la base d'un programme de paix.
- envisager plus tard s'il serait opportun de l'utter où nous n'avons aucune chance.

Si non, mettre là (lux.-Namur-Limb.- etc..) tout sur acceptation par soc. du programme minimum.

Le Parti Libéral.:

tâchera de grignoter le P.S.C. parmi les classes moyennes et paysannerie déçues par P.S.C.

Le P.S.C. :

perdu d'avance.
A prévoir qu'il mette l'accent, comme les autres, sur l'anti-communisme.

La préparation des élections peut nous aider à accentuer la vie politique de nos organisations.

Nécessité de créer un climat d'enthousiasme au sein du Parti, de sa périphérie, pour que ce courant gagne les masses.

A cet égard, importance manifestation nationale :
il faut qu'elle devienne la plus grande qu'on ait connue jusqu'ici.
Il faut se fixer à cet égard : date, endroit.

2°/ Du point de vue technique et candidats.

- Partir du point de vue : listes partout (dépend de la situation au moment même).
- Commission technique nationale des opérations électorales :
Taillard - Timmermans - De Mol + 1 respons^{par} province pour contrôle.
Responsable : Taillard.
Mission : - établir document consignant les instructions techniques pour les opérations élect. législatives et provinciales.
- fournir les formulaires officiels pour :
présentation candidats et parrainage.
apparemment
témoins des bureaux de vote.
- contrôler la bonne marche et le dépôt des listes et formulaires.
- Faire désigner un responsable + adjoint par arrondissement pour les élections législatives, et par district pour les élections provinciales.
- faire dresser par fédération, une liste de candidats par arrondissement et par district.
Critères : honnêteté et dévouement au Parti.
utilité au Parti des élus possibles.
liaison avec masse : ouvriers - différentes catégories - différentes régions.
- Vérification : responsabilité C.F. + délégué C.C. -
biographie candidats qui n'en ont pas faite aux élect. communales.

vérifier à C.C.P. dossiers
Discussion au B.P. - au moment opportun au C.C.

3°/ Du point de vue organisation.

a - Renforcement appareil central ?

Pense que ce n'est pas nécessaire. Axer surtout sur fédérations.

b - Renforcement appareils fédéraux.

Complication : 1) féd. à plusieurs arrondissements,
2) arrondissements sur plusieurs féd.

Pour le 1) petite commission pour chaque arrondissement
Le responsable au B.F.

Pour le 2) contact entre dirig. féd. pour listes candidats
et question techniques,
matériel de propagande à fournir par chaque féd.
à son morceau d'arrondissement.

Augmentation nombre permanents (à payer sur fonds électoral) :

immédiatement en cas de dissolution (les prévoir immédiatement)

à partir du 15 mars (3 mois) = 7 = 126.000 Frs

à partir du 1er décembre (6 mois) = 7 = 252.000 Frs.

important pour reprise contact communes abandonnées,
réorganiser à temps le Parti,
renouvellement cartes,
listes (où nous aurons difficultés).

Propositions augm. nombre permanents :

Féd. Anvers : 3 arr. - 3 perma : y ajouter 1 (plus aide Van
Aerschot/V.Moerkerke)
Féd. Brabant: 3 arr. - 3½ perm. : y ajouter 1 (plus aide/ candidats
appar. nat.)
Féd. Fl.Or. : 5 arr. - 3 perm. : y ajouter 1 (plus aide V.H./DeMol)
Féd. Limb. : 2 arr. - 1 perm. : --
Féd. Lux. : 2 arr. - 1 perm. : prévision nouv.féd. Ourthe Amblève
+ Nord avec un permanent.
Isabelle, Adam + interv.financ.
Féd. Namur : 2 arr. - 1 perm. : y ajouter 1.
Féd. Ostende: 2 arr. - 1 perm. : --
Féd. Courtrai: 3 arr. (partie wallonne) - 1 perm. : y ajouter 1.
Féd. Borinage : 1 arr; - 2 ½ perm.: -- (plus Andrée et Jean Terfve
+ Leemans)
Féd. Centre : 1 ½ arr. - 2 perm. : -- (plus W.Frère - Sam Herssens)
Féd. Tournai-Ath: 1½ arr. - 2 perm.: -- (plus aide Léona Motquin)
Féd. Charleroi: 1 + 2 parties(Thudinie - Basse Sambre) d'arr. -
3 perm. : + un permanent (aide G.&H.Glineur
Dewamme)

Féd. Liège : 1 arr. - 4 perm. - nouv. Féd. Ourthe/Amblève (1 perm.)
(aide Dejae - Timmermans)
Féd. Huy-Waremme : 1 arr. - 1 perm. - nouv. Féd. Waremme/Jodoigne avec
1 perm. (aide Sam Herssens)
Féd. Verviers : 1 arr. - 1 perm.

~~10 perm. flamands (Féd. fl. + Brabant) actuel.~~

10 perm. flamands (Féd. fl. + Brabant) actuel. + 3 = 13
20 perm. wallons + Brabant, actuellement + 2 nouv. féd. + 4 = 26

c - Utiliser à fonds J.P.B. : parmi jeunes
groupes d'agit-prop.

Autres org. de masse : orientation marasme.
popularisation réponses candidats à questions
posées - ex. pensionnés.

les communistes se manifester dans Org. Masse
ex. nos candidats : participent-ils aux
réunions et la vie d'org. masse.

d - entreprises.

4°/ Du point de vue propagande :

- recommander de centrer l'Agit-prop. nat. sur 2 à 3 idées :

C.E.D. / Paix / Indépendance / 21 mois.

Impôts

Travail / Sec. soc.

- décentraliser au maximum la propag. (féd. - sections)

- matériel nat. : 2 D.R. spéciaux illustrés (s'adressant à dif.
catégories dans même journal)
à grand tirage.

3 affiches - 2 formats - pas de symbolisme -
caricature mordante.

N° de listes.

Disques

Films

Déplacement groupes culturels et musiques.

élaborer textes pour disques dialogues et chanson popul.élect.

élaborer scénario film

élaborer projets d'affiches

élaborer textes groupes J.P.B., coeurs parlés, scetch, ballets.

élaborer matériel (docum.) sur politique (paroles et actes) P.S.B.

- grandes représentations : film - partie artistique - allocution (payé - ouverture camp. élect.)
- 1er mai précédent élect. : particulièrement soigner et s'y prendre à temps - mobilisation.
- Deux ventes de masse d'ici juin 1954, dont une en pleine campagne électorale.
- Recommander aux fédérations d'employer la poste pour petites communes sans militant.
- Sortir à temps un "Guide du Militant" avec méthodes Agit-prop. et arguments discussion.
- Plan Agit. Prop. par fédération.

5°/ Du point de vue financier :

a) Prévision dépenses sur base propositions Agit-Prop.

permanents suppl.	:	250.000
déplacement contrôleurs	:	10.000
2 D.R. à 750.000 ex.	:	200.000
3 affiches, 2 formats	:	200.000
Numéros	:	75.000 (1 fourniture grat.)
Disques	:	20.000
Film (plusieurs copies)	:	90.000
Déplacements groupes culturels	:	50.000
Matériel électoral (fonds, etc.)	:	20.000

		915.000

b) Fonds électoral.

Objectif : deux millions

en cas de dissolution - 1 $\frac{1}{2}$ million

Pourcentage : 40 % Centre (= 800.000 Fr. + 3 mois budget A.P.
= 900.000 F.)

60 % fédération, à répartir sur décision C.F.
entre féd., sections, cellules.

c) Moyens : listes - enveloppes - tirelires (?) fêtes.

Dons de nouvel an pour le fonds.

Tombola intérieure ? Proposit: commission

(voiture moskovitch/skooter = 100.000 Frs au moins)

d) débuter en cas d'élection normale : le jour de la manifestation nationale.

Comment finir le Fonds de Combat.

situation actuelle

terminer ainsi c'est ~~avouer~~ l'échec

ne pas terminer et transformer en octobre en fonds
électoral, c'est tirer sur la corde et fatiguer
le Parti, d'autant plus nouvel effort en sept. pour
brochure sur gouvernement.

B.P. 27/6/53

=====

D E C I S I O N S.

Elections législatives

- 1) Proposer au prochain C.C. de remettre le Congrès National en automne 1954 après les élections. Tenir des conférences fédérales axées sur les élections puis des congrès fédéraux préparant le Congrès National-après les élections.
- 2) Charger la Commission A.P. d'élaborer le programme électoral.
- 3) Etablir une sorte de timing.
- 4) Désigner quelqu'un pour aller étudier campagne électorale faite en Italie et en France.
- 5) Pour Limbourg, Luxembourg, Namur : éventualité de ne pas déposer de listes sous certaines conditions.
- 6) Faire rentrer des fédérations candidats pour fin septembre. Après examen Direction Nationale les renvoyer aux fédérations pour terminer fin décembre.
- 7) Mettre nouveaux permanents au travail début février '54 - les désigner rapidement, revoir définitivement après rentrée Chambres (fin octobre).
(Anvers + 2; Brabant + 2; Fl. Orient. + 2; Limbourg : remplacer Deneef + 1; Courtrai + 1; -Centre-Tournai-Charleroi + 2; Liège + 1; Huy : remplacer Mathieu; Namur + 1).
- 8) Examiner possibilités de déposer listes paysannes dans certaines régions.
- 9) Examiner situation I.B. (soc. indép. dans le Brabant).
- 10) 2 D.R. à grand tirage.
- 11) Brochure électorale "Les Autres et Nous".
- 12) 3 affiches (expositions avec concours - consultation de la base).
- 13) Disques - films (se mettre en rapport avec Michel).
- 14) Commission culturelle : mettre sur pied des dizaines de petits groupes.
- 15) Passer des contrats pour auto-radio.
- 16) Sortir un "Guide du Militant" dès octobre.
- 17) Budget (dépenses: prévoir 1.100.000 Fr.) - Recette 50% Centre, 50% fédérations. Désigner Baligand pour contrôle des fonds dans

les fédérations.

Lancer l'idée 1er décembre - commencer 1er janvier.

- 18) Fonds nat. actuel.
prolonger jusqu'au fin juillet
- 19) Faire débiter l'ouverture de la campagne électorale avec manifestation nationale.
- 20) Rediscuter fin septembre au B.P. sur ce qui a été réalisé. - Puis au C.C. d'octobre.

Sur revue "Communisme"

- 1) Appliquer les anciennes décisions.
- 2) Objectif diffusion 2.000.
- 3) Faire sortir le N° sur Staline.
- 4) Sortir le N° 3 le 1er septembre - campagne de diffusion avec numéros gratuits.

-
- 1) Défendre la position : flamand 2e langue obligatoire en Wallonie dans enseignement technique.
 - 2) Rendre obligatoire pour le B.P. d'apprendre le flamand.
 - 3) Convoquer Marinette Laurent au B.P. de samedi, 4 juillet.
 - 4) Réadmettre Tielmans Robert de Godarville au Parti.
 - 5) Fête du Heysel : employer le parc de verdure du Heysel 13 sept. - démarrer avec campagne le 15 juillet.
-

Rapport sur les organisations de masse (G. Glineur)

Détachement organisé de la classe ouvrière, le Parti ne groupe qu'une minorité - certes la plus consciente et la plus avancée - mais minorité quand même du prolétariat.

Les grandes masses ouvrières et non-ouvrières se trouvent rassembler dans des organisations diverses de lutte contre le capital et avoir, sur la base d'intérêts spécifiques : syndicat - mutualité - jeunes - femmes - pensionnés - org. patriotiques, etc....

C'est au Parti, forme suprême -comme le précise Lénine dans la maladie infantile - de l'union de classe des prolétaires dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes d'organisation du prolétariat, qu'il appartient de déterminer la ligne générale que toutes ces organisations doivent suivre dans leur travail, de les diriger dans un même sens.

Appliquer la ligne tracée par le Parti implique donc la prise de mesures d'organisation parmi lesquelles se situent l'orientation, le contrôle de l'activité des communistes militant dans les organisations de masse, en vue d'amener ces organisations à adopter et à se battre sur des positions déterminées par le Parti. Cela veut dire nécessité de rechercher avec ces cdes ce que signifie pour eux l'application de la ligne politique du Parti dans l'organisation de masse où ils militent.

Cette nécessité Staline l'a souligné dans "Les questions du Léninisme" (p.294) - lorsqu'il écrit : " Pour appliquer pratiquement une juste ligne politique, il faut des cadres, il faut des hommes qui comprennent la ligne politique du Parti, qui la conçoivent comme leur propre ligne et soient prêts à l'appliquer, qui sachent la mettre en pratique et soient capables de répondre d'elle, de la défendre, de lutter pour elle.

C'est au cours des liaisons entre le ou les membres du Parti militant à l'échelon le plus élevé de l'org. de masse et le resp. du Parti pour ce travail à l'échelon correspondant, qu'est examiné la possibilité et comment les communistes peuvent orienter les org. de masse vers une mise en pratique de la ligne déterminée par le parti.

Quant aux organisations de l'échelon inférieur du parti (en l'occurrence les fédérations) elles sont informées de l'orientation de l'activité des org. de masse par des exemplaires des directives la spécifiant - et adressées par ces org. de masse à leurs responsables régionaux ~~et~~ ou locaux.

Or, malgré qu'il fut spécifié, à plusieurs reprises, que s'il appartient aux cdes resp. régionaux du Parti du travail parmi les org. de masse d'aider, de guider les communistes militant dans celles-ci à entraîner leur organisation à réaliser les activités prévues par la direction nationale des org. de masse, il ne leur appartient pas au cours de ces contacts de prendre l'initiative de modifier la ligne tracée par la direction nationale des organisations de masse.

Cette tendance continue à exister (notamment pour les femmes) ce qui ne peut qu'entraver le développement de l'action de ces organisations et être préjudiciable à l'autorité de leur direction nationale.

La liaison à l'échelon national est assurée pour toutes les organisations de masse, à l'exception des A.B.S., des paysans et de l'U.B.D.P. par le même cde et c'est à cet échelon que l'orientation de l'activité des org. de masse est discutée.

Il est certain que cela représente - comme nous le verrons dans quelques instants - l'avantage incontestable de pouvoir mieux coordonner l'action des org. de masse sur des objectifs communs.

Rythme des liaisons.

Les liaisons sont assurées régulièrement toutes les semaines avec la J.P.B. - tous les 15 jours avec les Pionniers, Femmes, Solidarité, P.Politiques (F.I./P.A.). Tous les mois avec les pensionnés, les Amitiés, les Mutuelles. Celles-ci se font plus rapprochées au cours du développement d'actions de certaine envergure décidées par les org. de masse.

Des commissions de jeunes - femmes - des mutuelles - des org. patriotiques fonctionnent assez régulièrement ~~xxxx~~ sous la responsabilité du même cde. Les deux dernières sont surtout opératives.

Partant de leurs revendications spécifiques, de leur raison d'être et tenant compte de la ligne politique tracée par le Parti, l'activité des org. de masse est orientée dans un sens identique les amenant sur une ligne générale commune à toutes : la défense de la Paix.

Sans examiner dans le détail les activités des organisations de masse, je cite les principales activités menées dans cet esprit ces derniers temps.

Organisations patriotiques

Une assez bonne coordination s'est réalisée dans la conduite de certaines activités. Notamment l'an dernier dans l'organisation de manifestations régionales contre la libération des criminels de guerre, le réarmement allemand et pour la Paix. (Ath-Centre-Charleroi-Huy-Liège).

Le 3 septembre - anniversaire de la libération à l'Elysée - manifestation du ~~xxxx~~ 10 mai à laquelle fut associée l'U.B.D.P.

Pensionnés, Mutuelles.

Des actions coordonnées - Pensionnés, Mutuelles - et dans certaines régions S.U. et délégués d'usines (Tournai-Charleroi-Liège-Huy) ont eu lieu pour la défense de la Sécurité Sociale et pour la réduction des dépenses militaires. La manifestation nationale des pensionnés en septembre.

Femmes - Pionniers

Des résultats positifs d'activités communes Pionniers-Femmes, notamment organisation fêtes des mères - (Châtelineau 40 f.) montre qu'une collaboration plus étroite des femmes et pionniers ne peut être que fructueuse pour les deux organisations. Elles organisent en commun les vacances et camps. Les possibilités existantes dans ce secteur devront être développées. Dans ce but et afin de préciser à nouveau celles-ci, une réunion commune est convoquée pour ce mercredi.

Femmes - Solidarité - Pionniers.

Actions coordonnées avec résultats positifs dans l'aide aux sinistrés :

- fête pour les enfants de sinistrés - répartition des vivres - comité d'aide aux sinistrés.

-:-

Solidarité - Femmes.

Défense et solidarité avec les soldats poursuivis et leur famille (collectes - soutien matériel).

-:-

Jeunes - Pionniers

Préparation Festival Alost - "Pour la Paix et le Bonheur". Cette collaboration fut la moins parfaite, les J.P.B. faisant les grands seigneurs. Ce sont là quelques exemples, indépendamment des activités menées uniquement par chacune de ces organisations dans d'autres secteurs, d'actions coordonnées menées par les organisations de masse, montrant malgré les manquements que l'on pourrait y relever, les possibilités existantes et la nécessité de les exploiter davantage.

Enfin, il existe incontestablement des faiblesses dans mon travail. Je cite celles que je perçois. Les cdes ~~xxxxxxx~~ me rendront service en m'aidant à décélérer celles qui m'auraient échappé.

Elles se situent : 1) Dans la qualité des liaisons que j'assure;
2) dans la tendance que j'ai à me substituer pour l'application et le contrôle à la direction de certaines org. de masse.

Je précise - qualité des liaisons que j'assure.

Elle diffère suivant l'organisation que je contrôle. Quoique s'améliorant, j'ai remarqué que les liaisons furent moins bonnes avec les org. de masse dont je n'assurais pas la responsabilité de liaison antérieurement. (Pionniers, Jeunes - et pendant un certain temps les femmes).

Je crois que la cause principale se situe dans ma connaissance insuffisante de la base d'intérêt spécifique de la catégorie de personnes groupées dans ces organisations, ce qui amoindrit la qualité de l'aide que je dois apporter à nos cdes responsables des org. de masse dans la recherche des moyens, des formes d'action propres à entraîner leur organisation dans des activités rejoignant la ligne du parti.

L'amélioration de la qualité de ces liaisons implique forcément une connaissance plus approfondie de l'org. de masse et d'où nécessité d'avoir dans la période du début des contacts plus nombreux avec les **membres** du Parti y militant et de participer aux travaux des commissions constituées.

Il est certain également que la récente réunion du B.P. où fut examiné le travail et les activités de ces org. de masse, les interventions de différents cdes et en particulier du cde Lalmand m'ont beaucoup aidé dans ce domaine.

D'autre part, j'avais tendance à me laisser entraîner à prendre la direction de l'application de certaines activités prévues pour des org. de masse. Ce n'est pas le cas pour toutes les org. de masse, mais surtout pour les org. patriotiques. Erreur, car ce n'est pas la bonne façon de former des cadres capables et de les inciter à mettre en pratique la ligne du Parti dans leur organisation.

Cette déviation dans mon travail s'est surtout manifestée pour les org. patriotiques et particulièrement dans la coordination des actions de ces organisations. Je pense que le fait d'être membre d'une direction régionale de P.P. - d'être dans le bain quoi - m'a entraîné à ne pas faire jouer effectivement leur rôle de direct. à des cdes qui en avaient les possibilités et à participer moi-même à ce travail.

Déjà, au cours d'une réunion avec nos cdes, des mesures ont été prises pour modifier cette situation.

En conclusion, je crois que le système en vigueur, c'est à dire un seul cde pour assurer les liaisons - et ce surtout à l'échelon national - avec toutes les organisations de masse, est bon. Le fait de transférer les respons. de certaines org. de masse tantôt à l'un tantôt à l'autre cde est mauvais: 1°) parce que préjudiciable à la coordination des activités et 2°) parce qu'il y a une certaine période d'assimilation pour le nouveau responsable, ce qui - je réalise en tous cas pour ce qui me concerne - freine forcément pendant un certain temps la marche en avant du travail.

Maintenant, si le système est ~~ax~~ maintenu, je dois dire que c'est un gros boulot.

Femmes - Mettre à la commission toutes les membres du C.C.
Maintenir Ninette Debecker pour l'Enfance.

Pensionnés : ~~XXXX~~ Steurcq - De Vester - Cl. Van den Boom - Elsa Lombaerde - Marie Guisse - Rosine, Andrée Thonnard (14).

--

Jeunes: Glineur G. - Poncelet - Wolstijn - Lavacherie - Kawan - Demunck - Maria Peters - (jeunes filles) - Laurent - Verdoordt - J. Blume - Suzanne Thonnard.

(désigner un jeune à la commission culturelle).

--

Mutuelle - un représentant de toutes les régions + (Charleroi & Borinage) + A.O.U.

--

Commission org. patriotiques - à compléter.

--

Sécurité Sociale - ajouter un cde médecin de La Louvière.

--

Actions partant des préoccupations des femmes posant le problème de la Paix.

- 1.- Pétitions, meetings contre hausse prix du pain, contre retrait du subside, ce milliard allant au budget guerre.
- 2.- Pétition c/ retrait prime d'allaitement, argent allant au budget de guerre.
- 3.- Action contre enrôlement obligatoire de chômeuses de Huy à la F.N. à Herstal. Cette action a été couronnée de succès, les femmes ont continué à chômer.
- 4.- Action contre arrêté Van den Daele - argent allant au budget de guerre.
- 5.- Action c/ retenue de 10% s/salaires femmes mariées en un impôt complémentaire, évidemment cet argent donnant à l'Etat des facilités de trésorerie pour la guerre.
- 6.- Toutes les demandes pour plaines de jeux, garderies etc. se sont heurtées à la réponse "pas d'argent" (suppression de l'intervention de l'Etat dans une série de travaux publics) avons fait la liaison avec budget de guerre.
- 7.- Exclusion des chômeuses du droit aux allocations
 - pas de travail parce que politique de guerre
 - pas d'argent parce que budget de guerre.

--

Organisations patriotiques

Une très bonne coordination se réalise entre les org. patriotiques dans la conduite de certaines actions. L'an dernier dans l'organisation de manifestations régionales (contre libération criminels de guerre - réarmement allemand et pour la Paix) - le 3 sept. anniversaire de la Libération à l'Elysée. Manifestation du 10 mai.

Manifestation du 10 mai à laquelle fut associée l'U.B.D.P.

:--:--:--:--:--:--:

RAPPORT LUXEMBOURG (DEMUNCK)

I. Evolution économique et politique

$\frac{1}{2} \times \frac{1}{2} = \frac{1}{4}$

SIDERURGIE

Year	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040	2041	2042	2043	2044	2045	2046	2047	2048	2049	2050	2051	2052	2053	2054	2055	2056	2057	2058	2059	2060	2061	2062	2063	2064	2065	2066	2067	2068	2069	2070	2071	2072	2073	2074	2075	2076	2077	2078	2079	2080	2081	2082	2083	2084	2085	2086	2087	2088	2089	2090	2091	2092	2093	2094	2095	2096	2097	2098	2099	2100	

Depuis le dernier rapport établi fin janvier 53, la situation économique du bassin sidérurgique de Longwy a continué à évoluer dans la même direction, mais plus rapidement au fur et à mesure que l'on approchait du moment prévu pour la mise en route du plan Schuman. Cette situation était résumée ainsi : avilissement de la production et dépendance vis-à-vis de la Ruhr, menaces de chômage et de diminution de salaire. L'avilissement de la production et la dépendance vis-à-vis de la Ruhr se voient dans le fait que les commandes pour des produits semi-finis diminuent fortement, ce que la partie prépondérante de la production tend à devenir de l'acier brut (et même de la fonte) à destination de la Ruhr et transformé en produits semi-finis et finis dans la Ruhr. Chômage et menace de chômage, par la fermeture des aciéries les moins rentables en France, par des pauses froides dans les aciéries et laminoirs, par la mise en réparation de hauts-fourneaux, etc... Egalement par le fait que pour pouvoir soutenir la concurrence, toutes les entreprises sidérurgiques ont commencé des modernisations parfois très importantes. Nous verrons plus en détail la situation dans les deux entreprises qui groupent le plus grand nombre d'ouvriers belges, Cockerill (2.000) et Minière et Métallurgique de Rodange (700 belges + 1.500 luxembourgeois). Dans ces deux usines, des tentatives très nettes de diminution de salaire ont lieu.

A l'usine de Rodange, à l'occasion de l'installation de nouveaux convertisseurs (pour convertir la fonte en acier) d'un rendement accru, la direction décida de réduire le taux de la prime à la production pour les ouvriers de l'aciérie. Les ouvriers de l'aciérie et de l'usine estimèrent qu'il s'agissait d'une expérience-témoin devant permettre aux autres usines luxembourgeoises de s'orienter, l'usine de Rodange et spécialement l'aciérie aurait été choisie à cause de la composition moins homogène des ouvriers (un tiers sont des belges n'ayant aucun droit syndical). En effet, la raison invoquée pour l'aciérie est valable pour toute l'usine, puisqu'une plus grande production horaire à l'aciérie signifie une plus grande production horaire dans le reste de l'usine sous peine d'engorgement. La raison invoquée est valable pour toutes les usines puisque toutes procèdent à des modernisations. Nos camarades ont très bien réagi : un comité d'action composé de deux membres de chacun des trois syndicats (Fla, socialiste, chrétien) a pris la direction de la lutte en prenant grand soin d'informer en détail les ouvriers de tout ce qui se passait ou se disait, dans des assemblées et au moyen d'un bulletin d'information. La lutte fut victorieuse. Cette lutte limitée à l'aciérie de Rodange coïncide dans le temps avec une nouvelle phase de la lutte des sidérurgistes luxembourgeois (et belges travaillant au Grand-Duché) pour la semaine de 48 heures avec salaire de 56 heures. La revendication porte sur la suppression d'une dérogation à la loi des 8 heures votée en 1918; la dérogation à la loi rend depuis 34 ans la loi caduque dans la sidérurgie.

La nouvelle phase de la lutte a été marquée par une grève totale d'avertissement de 24 heures des 18.000 sidérurgistes le 4 février '53. Le Ministre a promis de faire voter une loi réglant la question, mais deux mois sont maintenant passés au cours desquels le Gouvernement enterre l'action dans des commissions. Il faut s'attendre à ce que la lutte momentanément arrêtée par la promesse ministérielle reprenne sous une forme virulente dans la prochaine période.

A Cockerill, la situation s'est aussi brusquement aggravée. Fin février, la direction a annoncé la décision de mettre les ouvriers en chômage 4 jours par mois. Les ouvriers estiment que la FGTB a accepté trop facilement et qu'il aurait fallu lutter pour que, comme à Rodange, le patron seul supporte la diminution des commandes, cela ne lui coûterait en 3 ou 4 mois qu'un million et demi de bénéfices en moins. Un meeting du Parti fait le 26 février a été très bien accueilli par les ouvriers et a donné lieu à beaucoup de discussions. La direction va mécaniser le déchargement du coke et du minerai, ce qui signifiera qu'au lieu des 3 x 72 ouvriers qu'il y a actuellement, il n'y en aura plus que 3 x 12. Des bruits circulent même sur des modernisations très importantes qui supprimeraient 700 ouvriers. Ces données expliquent l'inquiétude très grande qui règne parmi les ouvriers et d'autre part la tendance de la direction de créer une atmosphère d'insécurité. L'inspection faite en mars par deux secrétaires de l'ambassade américaine a permis au Parti par un ~~traktat~~ tract de mettre l'accent sur la lutte pour l'indépendance nationale liée à la lutte pour assurer le pain de tous les jours. Entretemps des commandes sont arrivées qui ont retardé de quelques semaines le début du chômage, mais il est à noter que parmi ces commandes, il y a des commandes de fonte, ce qui précise brutalement le danger d'avilissement de la production, puisque seuls les hauts-fourneaux travailleront sur ces commandes.

En bref, on peut dire qu'une illusion de plus vient de s'envoler. Au moment du rapport précédent (janvier), le ralentissement était essentiellement provoqué - d'après la direction - par l'imminence de la mise en route du plan Schuman et le fait que certaines questions n'étaient pas encore réglées, par exemple le prix de l'acier, qui doit être ramené au niveau du prix de l'acier de l'Allemagne Occidentale. Depuis, trois mois ont passé, la "productivité" a augmenté, c'est à dire la peine du travail et au lieu d'assister à une reprise, c'est une accélération des difficultés qui se présente. Mais déjà de nouvelles illusions sont proposées. Nous y revenons dans le chapitre suivant.

En attendant, les aciéries de Cockerill subissent en fait une diminution de salaire, car la prime de production n'existe pas pour les pauses froides, pour les pauses sans production.

Minière et Hauts-Fourneaux de Musson : dans le rapport précédent, il n'était pas parlé de cette usine qui se trouve à 7 kilomètres environ d'Athus le long de la frontière française. Avant guerre, existaient en Gaume, 3 usines sidérurgiques, l'usine Angleur-Athus avec 4 hauts-fourneaux, une aciérie et des laminoirs à Athus qui a fusionné après guerre avec Cockerill, les Hauts-fourneaux et Minières de Halanzy et les Hauts-fourneaux et minières de Musson.

Ces deux dernières usines ne produisent que de la fonte; elles ont été rachetées avant guerre par Boël de La Louvière qui a démonté l'usine de Halanzy, maintenu l'usine de Musson, et plus ou moins réuni les minières. Nous n'avons pas encore su ~~l'~~entrer en contact avec le communiste ouvrier à l'usine et n'avons donc pas de renseignements. Mais nous avons pu avoir une bonne discussion avec un mineur communiste. A la mine, il y a 120 ouvriers travaillant en deux pauses. 450 tonnes de minerai sortent en moyenne par jour qui vont à l'usine de Musson, à l'usine de La Louvière et peut-être encore ailleurs. Les mineurs travaillent là un peu comme des entrepreneurs particuliers; ils travaillent à la tâche, achètent à l'usine la poudre, les détonateurs et les outils qu'ils utilisent, et ceux qui le désirent prennent un manoeuvre pour charger le minerai qu'ils abattent. C'est le mineur qui décide du salaire de son manoeuvre (entre 80 et 90% du salaire du mineur). Cette façon de faire donne aux mineurs certaines libertés; par exemple, ils ont pris l'habitude de produire une quantité déterminée par jour quel que soit le temps qu'il faut (pour ne pas faire diminuer le prix à la tâche), cela signifie que quand le travail marche bien ils quittent le travail après 5 ou 6 heures de travail; autre exemple de liberté donnée par ce système, notre camarade nous a invité à aller lui rendre visite dans la mine pendant son travail. Il n'existe pas d'organisation syndicale, la FGTB ne s'occupant que de l'usine et pas de la mine. Au premier janvier de cette année, le prix à la tonne de minerai a été diminué de 1 F., ce qui représente environ 10 F. par jour sur un salaire de 300 F. environ. Cette diminution n'a pas provoqué de réaction, mais les mineurs voudraient avoir les mêmes avantages que ceux de Rodange (Grand Duché), c'est à dire une plus forte prime par bois posé et une prime par mètre d'avancement.

Carrières de pierre à chaux Lhoist à Jemelle :

La sidérurgie proprement dite et ce qui s'y rattache directement, par exemple la carrière à chaux de Jemelle, est la seule industrie florissante dans la province de Luxembourg jusqu'à ces derniers temps. Depuis plusieurs années, la région de Jemelle a été complètement abandonnée par le Parti. Ce n'est que tout récemment que le contact y a été repris et deux cellules reconstituées, mais il n'a pas encore été possible de discuter avec un ouvrier de chez Lhoist.

Généralement parlant, les carrières Lhoist comprendrait trois chantiers, un de pierres à chaux qui est gros **fournisseurs** des aciéries du bassin de Longwy, et deux de pierres de concassage qui auraient eu certaines difficultés mais où la reprise est complète depuis l'accélération des travaux à l'aérodrome de Saint Hubert. Il y aurait probablement 200 ouvriers. Il faudra de toutes façons vérifier et connaître la situation en détail.

x

x

x

Le Plan Schuman aggrave les contradictions entre partenaires.
De nouvelles illusions naissent.

=====

Il n'est pas question ici des contradictions entre d'une part la Belgique, la France et le Grand-Duché et d'autre part l'Allemagne. Les formes ne sont pas différentes des autres régions du pays et ont été données précédemment. Mais il est ici question de l'aiguïsement des contradictions entre la Belgique et la France, qui prend certains aspects particuliers dans le Luxembourg.

Une partie importante de la production sidérurgique belge, française et luxembourgeoise part à l'étranger, vers des pays en expansion. En ce qui concerne le bassin de Longwy (France, Belgique, Grand-Duché), le bassin de Briey (France) et le bassin de Lorraine (France), cette production est amenée par le chemin le plus court à la mer, c'est à dire par chemin de fer Arlon-Namur vers le port d'Anvers. Jusqu'à présent, les prix comptaient assez peu, et malgré l'une ou l'autre tentative de dumping des chemins de fer français pour transporter ces marchandises à travers le territoire français vers le port du Havre ou de Dunkerque, il semble que la situation était stable. Mais avec le développement de la concurrence allemande et l'espèce de légalisation que constitue le plan Schuman, la question des prix de revient se pose beaucoup plus. Nous avons vu qu'à l'usine cela signifie rationalisation de l'entreprise, campagne de productivité, tentative de diminution des salaires. Mais le transport intervient également dans ce domaine, d'autant mieux que le développement de la concurrence allemande signifie qu'il n'y a plus de place pour tout le monde, que les autres partenaires du plan Schuman doivent se partager les clients qui restent, lequel partage ne se fait pas sans à-coups.

C'est ainsi que le gouvernement français vient de décider d'électrifier la ligne de chemin de fer Longwy-Dunkerque, ce qui rendrait le transport meilleur marché et plus rapide que par Arlon-Anvers par trains vapeur. En face de cette situation, le Conseil d'Administration de la S.N.C.B. a décidé le 27 février 53 d'entreprendre d'urgence les travaux d'électrification de la ligne Bruxelles-Arlon-Athus et d'installer la traction Diesel sur la ligne Athus-Meuse. L'expression "d'urgence" est comique quand on sait que le premier plan quinquennal d'électrification des chemins de fer prévoyait l'électrification de la ligne du Luxembourg pour 1951. Il n'empêche que l'exposé des motifs dit que "la modernisation est indispensable pour permettre à notre réseau d'affronter la compétition qui résultera au cours des prochaines années des mesures qui seront prises dans le cadre du plan Schuman ainsi que de la réalisation à l'étranger, de divers projets d'électrification et de canalisation." La nécessité d'électrifier la ligne Bruxelles-Arlon-Athus, ~~mais~~ c'est pour le transport au port d'Anvers plutôt qu'à un port français. Quant à la ligne Athus-Meuse, c'est celle qui amène le minerai du bassin de Longwy au bassin de Charleroi et le coke du bassin de Charleroi au bassin de Longwy. Elle longe en Belgique la frontière franco-belge, tandis que la ligne française que l'on électrifie longe la même frontière mais en France. Ce sont donc deux lignes directement concurrentes pour le trafic de Longwy à Charleroi.

Ces travaux qui ne demanderaient pas de crédits supérieurs à ceux normalement prévus, mais retarderaient les travaux sur d'autres lignes, seraient faits en deux temps (coût 2.300 millions en 4 ans soit 600 millions par an), d'abord installation sur les deux lignes de 95 locomotives Diesel-électrique ce qui pourrait être réalisé d'ici 2 ans (temps pour construire les locomotives), puis installation de la traction électrique sur la ligne Bruxelles-Arlon-Athus, ce qui serait réalisé d'ici 4 ans. Un aspect mineur de cette lutte est la lutte des tarifs spéciaux qui vient d'être rappelé par l'établissement tout récemment d'un tarif spécial pour l'exportation maritime accordé par la SNCFB à l'usine française de Gorcy à partir de Signeulx-frontière.

Cette lutte entre capitalistes risque d'avoir de graves conséquences pour les cheminots de la province, car le bruit court de la fermeture des ateliers de locomotives de Bertrix, Latour et Stockem, occupant plus de 500 cheminots.

Serait ainsi fortement accentuée la mort économique du Luxembourg qui voit déjà disparaître l'une après l'autre toutes ses industries, à part la sidérurgie de l'extrême-sud. L'exode des populations luxembourgeoises vers les régions industrielles serait accéléré malgré le chômage régnant dans ces régions.

En attendant la réalisation (qui aura très probablement lieu) de ces travaux d'électrification et de diésélisation, l'effort dans les chemins de fer est actuellement de limiter les difficultés résultant des coupes sombres dans les effectifs et les trains effectués début janvier; voici quelques mesures prises : promesse de réembauchage pour la reprise des travaux au printemps, aménagement de certains x trains (ajoute d'un wagon au train 5124 quittant Jemelle pour Arlon à 4 h.42, modification de l'horaire du train 5142, etc...).

Mais la compétition ne se limite pas aux seuls chemins de fer. Il existe un moyen meilleur marché de transport : l'eau. Les bassins sidérurgiques du Grand-Duché, de la Lorraine Belge, de Briey en France n'ont pas de liaison directe par eau avec la mer. Les seules possibilités consistent ou bien en un long détour par le canal de la Marne au Rhin ou bien en le transport par chemins de fer par la ligne Athus-Meuse jusqu'à la Meuse. Aussi un projet de canalisation de la Moselle entre Thionville en France et Coblenze en Allemagne par le Grand-Duché est-il mis en avant. Immédiatement, pour conserver le transit de ces bassins à travers la Belgique en direction du port d'Anvers, on ressort des vieux cartons un vieux projet, le canal de la Gaume, de la Meuse au Rhin, en empruntant successivement la vallée de la Chiers, la Vallée de la Vire, la vallée de la Moselle. Un tel canal aurait à peu près la même longueur que le canal Albert, qui a coûté 2 milliards de francs 1932 et 10 ans de travail, et se trouverait - un tiers sur territoire français, un tiers sur territoire belge et un tiers sur territoire luxembourgeois. Ces données indiquent nettement la quasi impossibilité d'une telle réalisation au stade actuel du capitalisme et le caractère fallacieux des espoirs répandus par de tels projets sur la possibilité de se défendre victorieusement contre les effets néfastes pour notre économie de la mise en application du plan Schuman. Et tant qu'on est à semer des illusions sur le chapitre des grands travaux, pourquoi s'arrêter, on ressort aussi des cartons les projets d'une série de petits barrages dans les Ardennes, notamment dans le Val de Poix

(Arville) dans la Vallée de la Vierre, et à Lavacherie, Waremme, Renafontaine, Hampteau, Tintange. Ces illusions trouvent un aliment dans la décision du département des Travaux Publics d'entreprendre prochainement les études de la construction du petit barrage de Nisramont. Outre que l'intérêt essentiel de ces petits barrages semble être ~~xxx~~ touristique, il passera encore probablement de nombreuses années avant que nos capitalistes aient trouvé l'argent pour les réaliser.

De tout ceci, il ressort que les trusts sidérurgistes de Belgique, France et Grand-Duché sont bien décidés à se défendre. Et si, actuellement, ils semblent accepter la prépondérance de l'Allemagne de l'Ouest et surtout se battre entre eux pour le partage des restes, cette bataille va probablement les rendre mieux armés pour se défendre contre la prépondérance allemande qu'à ce moment-là ils accepteront moins facilement.

X
X X

AUTRES INDUSTRIES

=====

Contrairement au groupe important de la sidérurgie et à son annexe, les carrières de pierre à chaux, qui jusqu'à ces derniers mois prospérèrent, toutes les autres industries de la province sont dans une situation plus ou moins difficile depuis des années, et on assiste petit à petit à leur liquidation pure et simple l'une après l'autre, sauf pour les quelques usines de fabrications métalliques qui résistent le mieux.

Les trois usines de Bouillon dont il n'était pas parlé dans le rapport précédent. Il s'agit de trois usines de quincaillerie : Devillé et Camion (libéral), occupant 200 ouvriers à Bouillon plus 100 à Paliseul, La Ferronnerie bouillonnaise (catholique) occupant 150 ouvriers et l'usine Gérard occupant 70 ouvriers. Ces quelque 500 métallos dont une bonne partie habite Bouillon même sont la base prolétarienne de ce berceau du rexisme. Nous avons eu une discussion avec un ouvrier de la Bouillonnaise, membre du Parti (à noter qu'il est ancien gendarme devenu ouvrier) dont une fille travaille aussi à la Bouillonnaise et les deux autres filles chez Devillé et Camion; était présent également un jeune ouvrier de l'usine Gérard, membre du Parti (à noter que son père avec qui il habite est gendarme retraité). Nous avons été immédiatement frappés par l'atmosphère absolument différente que chez les métallos du bassin de Longwy : la peur de la répression est très grande à Bouillon, on donne de nombreux exemples d'ouvriers congédiés et qui n'ont jamais plus retrouvé du travail convenable (certains de ces exemples remontent à 25 ans). Les camarades "aiment" à dire qu'ils se croiraient encore du temps de Godefroid de Bouillon ou ~~xxxx~~ après l'exécution du frère de Degrelle. Il faudra étudier cette situation de plus près.

Une grande différence existe entre les usines: Devillé et Camion, chef de file libéral de la région, est une usine moderne bien outillée à grande production. On y chôme 15 jours par mois depuis le début de l'année. La FGTB est nettement la plus forte, plus de la moitié des ouvriers sont syndiqués.

La Ferronnerie Bouillonnaise, chef de file P.S.C. de la région, est une très vieille usine, les machines utilisées sont encore des machines de récupération de la guerre de 14. Il n'y a pas eu diminution de la production, malgré que le patron a dû baisser récemment ses prix de vente de 20%. Les syndicats sont faibles, avec prédominance de la C.S.C. (la délégation syndicale comprend 5 chrétiens). L'usine Gérard est aussi vieille que la Ferronnerie Bouillonnaise et construit seulement son propre bâtiment. Jusqu'à présent, elle se trouve dans un bâtiment loué. Un gros tiers des ouvriers sont syndiqués à la FGTB et constituent une sous-section de Devillé et Camion. C'est dans cette usine que les salaires sont les plus élevés des 3 usines.

Zimmer-Debaifve, etc..

Aux environs de Virton, existent également quelques petites entreprises de fabrications métalliques, plus ou moins dépendant de Zimmer-Debaifve à Virton, firme qui monte des machines agricoles et des machines pour entrepreneurs (betonneuses, concasseurs, etc., et fait fabriquer une bonne partie des pièces dans de petits ateliers de la région, tels que les usines Dominici qui occupent 60 ouvriers à St. Léger et 80 ouvriers à Châtillon. Ces petites entreprises ayant une faible production tiennent le coup avec la clientèle locale. Elles sont cependant touchées par la crise qui leur a enlevé ~~réellement~~ leurs débouchés à l'exportation.

Pierre, bois et divers.

Les carrières de pierre, d'ardoise et d'autres produits ainsi que les scieries et petites usines traitant le bois sont très nombreuses dans le Luxembourg, mais sont en proie à de grandes difficultés et disparaissent l'une après l'autre. L'histoire de l'usine de Poix est typique à cet égard: cette usine située à la fois au coeur des forêts et le long d'une grande ligne de chemins de fer (Arlon-Bruxelles) a changé 4 ou 5 fois sa production au cours des derniers lustres, chaque fois des produits dérivés du bois; en fin de compte, après avoir abandonné sa dernière production la carbonisation du bois il y a deux ans, elle n'a plus trouvé amateur et est abandonnée. Le kaolin ne s'extraît plus à des fins industrielles, mais uniquement pour des produits pharmaceutiques, les pierres à rasoir extraites dans quelques carrières du nord ne trouvent plus que difficilement des clients. Il en est de même pour une série d'autres petites industries autrefois prospères.

Les carrières d'ardoises sont cependant plus importantes et se concentrent en trois régions: la région de Warmifontaine - Herbeumont (près de Bertrix), la région de Martelange où se trouve la plus grosse ardoisière à cheval sur la frontière luxembourgeoise, la région de Vielsalm (extrême Nord-Est). Nous n'avons pas encore obtenu de renseignements sur les régions de Herbeumont et Martelange mais avons recueilli certains renseignements à Vielsalm où la moitié des ouvriers des ardoisières sont en chômage. A l'intérieur du pays, et même dans les régions d'ardoisières, l'ardoise est de plus en plus remplacée par des produits en terre cuite (par exemple tuiles) qui reviennent meilleur marché. A l'exportation, le client principal, l'Angleterre, a stoppé ou presque. C'est dire la situation très difficile que vivent actuellement les ardoisiers.

~~Industries nouvelles, industries~~

Industries nouvelles, illusions nouvelles. Le mot d'ordre
de Rénovation du Luxembourg.

Cette situation de liquidation lente mais continue de toute industrie, sauf la sidérurgie, explique la dépopulation de la province, encore une fois sauf la région d'Athus qui se développe. Elle explique aussi, au moins en partie, pourquoi le Luxembourg fournit à l'Etat proportionnellement beaucoup plus d'hommes que les autres provinces, notamment dans la gendarmerie, l'armée de carrière, le Congo, ainsi d'ailleurs que dans le clergé et, pour le moment, en Corée.

Mais cette situation pénible pose beaucoup plus calmement que dans d'autres régions du pays, le mot d'ordre de rénovation. Toutes les organisations économiques et sociales reprennent ce mot d'ordre soit d'une façon démagogique, soit en défendant réellement la catégorie de la population qu'elles représentent, comme nous l'avons vu précédemment en traitant des conséquences du plan Schuman. A titre d'exemple, dans l'orientation donnée, voici les principales questions d'une enquête (dont je ne connais pas l'envergure) que les Syndicats Chrétiens lancent dans la province:

- 1) comment pourrait-on obtenir du courant électrique à plus bas prix ?
- 2) que faut-il penser des petites centrales électriques (par exemple Arville)?
- 3) comment augmenter la superficie et le rendement des cultures ?
- 4) quelles sont les cultures nouvelles qui pourraient être essayées dans notre province ?
- 5) quelles sont les industries nouvelles qui pourraient être essayées dans notre province ?
- 6) comment utiliser rationnellement les produits de notre sol à des fins industrielles (par exemple: le bois, le kaolin, les osiers, les déchets d'ardoise) ?
- 7) Est-il possible de réaliser des progrès substantiels sur le plan local par la formation d'un comité d'étude commune ?
- 8) quelles sont les catégories d'artisans qui pourraient transformer leur atelier en petite industrie (éventuellement avec l'appui de la Société Nationale des Investissements) ?
- 9) quelles sont les industries établies dans les autres provinces qui pourraient être invitées à installer des filiales ou des dépôts dans le Luxembourg ?

Le mot d'ordre de rénovation du Luxembourg occupe une grande place dans la vie des organisations économiques et sociales. Il est intéressant de voir de plus près le travail réellement effectué :

- de grandes revendications à l'adresse du gouvernement pour la création d'industries nouvelles sans que des précisions soient données quant aux possibilités, et sans que soit montrée l'ineptie d'une telle revendication quand on laisse mourir les industries qui existent;

- de nombreux comités, commissions, journées de contact; concrétisation "pratique" de longues considérations sur la rénovation du Luxembourg. Conclusions : nécessité de réunir de nouveaux comités, commissions, etc...

- des enquêtes dans le genre de celle signalée plus haut et commencée, sérieusement ou non, par les Syndicats Chrétiens.

Une enquête d'ensemble pour la Gaume a été réalisée par le Comité de la Fête Paysanne d'Etalle. Cette enquête est un inventaire complet de la situation de l'industrie et de l'artisanat dans l'extrême Sud du Luxembourg et bien entendu elle ne dépasse pas le cadre de la statistique sur la situation actuelle dans ce domaine et ne recherche pas les causes et n'indique pas de solution.

Dans le domaine des essais de concrétiser le mot d'ordre en des réalisations, je ne connais que deux cas qu'il est intéressant d'étudier, et de déterminer ce qu'ils apportent: l'école de mosaïstes de Virton et le Centre du bois d'Alle-sur-Semois. L'école de mosaïstes de Virton est un centre de réadaptation professionnelle, dont le but est de donner un métier neuf, inexistant en Belgique, à des ouvriers qui n'ont plus d'espoir de retrouver du travail dans leur métier. Une première session vient de finir et 9 élèves en sont sortis. Quel est l'avenir d'un tel métier? La mosaïque est-elle appelée à un brillant avenir dans une Belgique où les crédits pour la construction sont de plus en plus réduits? On peut en douter. ~~Que~~ Quelques dizaines de mosaïstes puissent travailler en Belgique actuelle, c'est possible, mais c'est le maximum que l'on puisse espérer. Le Centre du bois d'Alle-sur-Semois dont des travaux sont exposés à Bruxelles au début de mai 53 a pour but de doter des ouvriers, plus exactement des artisans, d'un métier d'art, le travail artistique du bois, de façon à présenter aux nombreux touristes venant dans la région des bibelots caractéristiques du Luxembourg. Ceci est susceptible d'intéresser beaucoup plus de Luxembourgeois que la mosaïque, car des milliers de touristes viennent en un an au Luxembourg. Il est d'ailleurs remarquable qu'en deux endroits diamétralement opposés, à Bouillon dans le sud et à Barvaux dans le nord, nous avons pu voir des camarades du Parti se constituer un revenu d'appoint en fabriquant, à l'intention des touristes, des oiseaux-souvenirs avec les fruits récoltés dans la forêt (glands, pommes de pin, fênes, etc.). Mais il ne peut s'agir là que d'une activité-annexe.

En conclusion, il faut bien voir qu'actuellement personne ne donne les vraies raisons de l'accélération brutale du déclin du Luxembourg. Personne ne montre que l'industrie de la province est exclusivement une industrie de paix (toujours Athus excepté) qui s'est développé faiblement pendant la période d'expansion du capitalisme, qui s'est rapidement stabilisée et qui est frappée à mort par l'économie de guerre. Il est normal que ceux qui ne donnent pas les vraies raisons, ne puissent pas non plus donner de vraies solutions, ne puissent pas donner aux travailleurs de la province une perspective claire et emballante. Des organisations existant actuellement, seul le Parti communiste, malgré l'extrême faiblesse de sa propagande et de son organisation, peut donner la perspective juste: le retour à une économie de paix qui permettrait d'entreprendre les grands travaux nécessaires, qui permettrait de satisfaire de nouveau le besoin de ces produits de consommation civile qui n'existent plus que dans le Luxembourg.

D'autre part, il faut tenir compte, et grand compte, qu'à côté de tout ce qui périlite, il y a une production industrielle qui se développe, les bois de mines. On en parle très peu, mais de temps en temps, cela apparaît dans les comptes-rendus des conseils communaux sous la forme d'autorisation à tel charbonnage, de créer un chemin pour atteindre telle coupe, ou autre genre d'autorisation.

Cela apparaît aussi dans le fait qu'un peu partout, et nous l'avons vérifié dans la région des tabacs de la Semois et dans la région des prairies de la Haute-Ardenne, de paysans abandonnent des cultures non rentables pour semer du sapin, créer des pépinières de sapin, qui pour le moment paient bien. Cette orientation des charbonnages belges de trouver en Belgique leurs bois de mine, semble surtout avoir commencé sur une grande échelle pendant la guerre quand les bois scandinaves n'arrivaient plus que difficilement. Il semble qu'ils ont trouvé cette orientation favorable et ils continuent. D'autant plus que la liquidation des autres industries fournit des bras d'ouvriers obligés de quitter des conditions de travail pénibles pour prendre des conditions de travail abominables et se faire bûcherons.

Le Parti s'est toujours désintéressé de cette catégorie de travailleurs, la FGTB ne s'en occupe d'ailleurs pas du tout, bien qu'ils soient théoriquement organisés dans la B.B.I.D. Les bûcherons sont très nombreux dans toutes les régions du Luxembourg, mais surtout l'Ardenne et deux organisations du Parti sont composées en majorité de bûcherons, l'organisation nouvellement reconstituée de Sgny, au sud de la Basse-Semois, et l'organisation de St. Hubert, au coeur de la grande forêt d'Ardenne. Peut-être faut-il voir dans le désintéressement du Parti vis-à-vis des bûcherons, la raison essentielle de la détérioration continue du Parti à Saint Hubert. Comment travaillent les bûcherons ? Ils travaillent pour le compte de marchands de bois qui ont acheté les coupes. Ils sont payés à la tâche et paient eux-mêmes leurs outils (à comparer avec les mineurs de Musson qui sont aussi propriétaires des moyens de production, sauf deux : la matière première qu'il faut séparer de la terre et le mode de transport; dans les deux cas, il s'agit d'outils restés primitifs, pelle et pioche, scie et cognée et non de machines modernes). Il doivent souvent faire des kilomètres à vélo, puis à pied pour se rendre à leur travail au milieu des bois où ils travaillent en petites équipes. Pas d'abri en cas de mauvais temps sauf des cabanes de branchages qu'ils se construisent eux-mêmes. Ils mangent autour d'un feu dans le bois. Quand c'est un peu loin de la maison, ils dorment dans le bois dans une cabane de branchages qu'ils ont faite, un feu au milieu et pour dormir, de la paille sur des pieux; on comprend qu'ils soient atteints de rhumatisme grave, arthrite, etc. Quand il y a de la neige, ils ne travaillent pas et n'ont pas droit à la sécurité d'existence comme les maçons et les dockers. Cet hiver, ils sont restés trois mois sans travailler. Les accidents sont très nombreux (chutes de branches). Des revendications : sécurité d'existence comme dans le bâtiment, indemnités d'outils, de déplacement, de cabane (comme en France).

Le développement de la production des bois de mines a-t-il un avenir dans le Luxembourg ? C'est un problème qu'il serait bon d'étudier en détail pour donner une réponse affirmative ou négative. Sans oser être catégorique, je pense que la réponse doit être affirmative: il est juste que se développe une production de matières premières importantes pour un secteur économique essentiel du pays. Mais, bien entendu, il n'est pas juste qu'à cette occasion, des travailleurs soient placés dans des conditions abominables et il est absolument indispensable que nous nous occupions de ces travailleurs, à la fois en défendant l'existence des autres industries non encore disparues et en défendant les conditions de travail des bûcherons et des ouvriers des scieries.

:--:--:--:

LA PAYSANNERIE

Il n'est pas possible de dire actuellement grand chose; dans peu de temps, la monographie paysanne du Luxembourg sera établie et pourra servir de base à une étude d'ensemble. Nos contacts avec des paysans sont très faibles, il y a actuellement 3 paysans membres du Parti pour toute la fédération; encore sont-ils isolés des autres membres du Parti. D'une tournée que nous avons faite dans le Nord de la province chez une série de paysans anciens membres du Parti, de quelques autres contacts, et de la lecture des nouvelles dans les journaux régionaux, voici une série de problèmes qui se posent actuellement aux paysans du Luxembourg. Il semble que deux productions se développent : le lait et par conséquent le bétail, et les plants de sapin dont il vient d'être question. Tout le reste semble périlcliter.

Le lait - Les produits laitiers sont la production paysanne essentielle dans le Luxembourg. Cette production se heurte aux difficultés provoquées par Bénélux, cependant ~~mais~~ le gouvernement l'encourage au maximum, en accordant notamment des primes par hectare de champs transformés en prairies, primes prétendument en provenance du plan Marshall. Cet effort gouvernemental pour la production de produits laitiers se voit aussi dans le fait que les 2/3 des conférences données cet hiver aux paysans à l'occasion des assemblées des comices agricoles, syndicats d'élevage, etc.. portaient sur l'amélioration des prairies, la production du lait, l'entretien du bétail. En fait, malgré les difficultés d'écouler les produits laitiers, cette production est à peu la seule rentable actuellement. Le lait ou la crème de lait sont remis par les paysans à des laiteries. Dans le Luxembourg, à côté des laiteries privées, existe encore un certain nombre de laiteries coopératives qui, d'une part, sont en butte à toutes sortes de difficultés causées par le gouvernement à l'instigation des laiteries privées, et d'autre part pour sortir de ces difficultés, ont tendance à faire appel à l'aide des banques, ce qui signifie à plus ou moins brève échéance qu'elles cesseront d'être la propriété des paysans pour devenir la propriété des banques tout en gardant le statut coopératif. Un de nos camarades, le cde Dehosay, est membre d'une telle coopérative, la Beurrerie de la Salm. Pour avoir une idée de l'importance de ces organisations, il faut savoir que la Beurrerie de la Salm groupe plus de 2.500 paysans. Une idée des avantages que peuvent retirer les paysans d'être organisés en coopérative: la Beurrerie de la Salm en s'organisant de façon à utiliser pendant la mauvaise saison une partie des bénéfices faits pendant la bonne saison, a pu acheter la crème à ses membres jusqu'à 20 Fr. plus cher au kilo de graisse pendant la mauvaise saison, ce qui a incité les paysans à mieux nourrir leur bétail pendant cette période et ce qui a fait augmenter la production de beurre au moment où habituellement il est rare; autre avantage donné par la coopérative à ses membres : en achetant les engrais en gros, elle a fait gagner à ses membres 15 à 20 Fr. aux 100 kilos d'engrais.

Outre que les coopératives laitières des paysans leur apportent des avantages matériels non négligeables, elles aident à développer chez eux un esprit collectif qui ne peut qu'être utile dans la lutte.

Aussi, est-il très important que la lutte pour la défense des coopératives soit menée activement, non seulement sous la forme où actuellement les paysans et les directeurs de coopérative le comprennent clairement, c'est à dire contre les tracasseries du gouvernement et des laiteries privées, mais également contre l'emprise des banques. Or, il semble que paysans et directeurs de coopérative se laissent prendre aux offres généreux des banques de prêter de l'argent à un faible taux d'intérêt et n'y voient nulle malice. Il faudrait essayer de déterminer quelles coopératives sont encore ~~xxx~~ maintenant indépendantes.

Les ennemis des paysans : Les paysans dans leur travail ont affaire à une série d'ennemis. Contre certains, ils se sentent impuissants, par exemple, le mauvais temps. Mais contre d'autres ils mènent une lutte implacable, bien que généralement sans aide; dans des régions importantes des Ardennes, un ennemi important est le campagnol ou souris des champs. En certains endroits, le paysan lutte seul dans son champ contre ses propres souris, mais en d'autres endroits, notamment là où l'administration communale s'en occupe et fournit du matériel, des expéditions collectives sont organisées.

Mais les ennemis les plus importants ne sont ni le mauvais temps, ni les rongeurs et les plantes parasites, mais certains hommes. Nous avons précédemment cité Bénélux et son influence sur l'écoulement des produits laitiers: en dix mois de 1952, la Belgique a importé de Hollande 23 millions de kilos de beurre frais, soit 3 kgs par habitant (alors que la consommation moyenne du Hollandais est - paraît-il - de 2 kgs $\frac{1}{2}$ par an).

Un gros problème dans ce domaine: les dégâts causés par le gibier. Il s'agit d'un problème de classe, une politique systématique favorisant les chasseurs, ayant amené au cours des 12 dernières années une augmentation considérable du gibier, augmentation de 9% pour les cerfs, biches, faons, chevreuils; plus que doublé pour les sangliers pour ne parler que du gros gibier. Si l'on sait que la province du Luxembourg contient 46% de tous les sangliers du pays, 67% de tous les cerfs, biches et faons et 35% des chevreuils, on comprend l'importance de ce problème. Des règlements légaux prévoient une indemnisation, mais en fait, plutôt que de commencer des procédures longues et peut-être coûteuses, les paysans acceptent habituellement des compromis, c'est à dire qu'ils ne touchent qu'une partie des dégâts. Les paysans posent la question de plus en plus souvent dans leurs organisations; c'est ainsi que l'assemblée générale du comice agricole d'Erezée en mars "souhaite que le gouvernement prenne des mesures pour que les cultivateurs soient indemnisés des importants dégâts occasionnés aux récoltes par le gibier". Fin avril, l'assemblée générale de la Société Provinciale d'Agriculture, dont le baron Orban de Xivry, grand propriétaire, est vice-président, a dû tenir compte des nombreux vœux émis par les comices; notamment "en ce qui concerne les indemnisations des dégâts de gibier". On propose que l'Administration des Eaux et Forêts institue un fonds de chasse alimenté par les détenteurs du droit de chasse. Ces propositions, même faites timidement, touchent à certains privilèges et provoquent des réactions. Un exemple en est donné par une intervention du Prince Richard de Mérode, bourgmestre d'Habay-la-Vieille qui insiste vivement à une séance du Conseil Communal pour que les mesures prises pour protéger les récoltes "ne déprécient pas la chasse" d'où sort

la proposition d'établir des clôtures en bordure de la forêt de Rulles, proposition d'efficacité douteuse.

Un autre ennemi des paysans qui sévit tantôt dans un village, tantôt dans un autre, c'est le gendarme faisant la chasse aux fumiers. Dans de très nombreux villages existent encore des fumiers en face de chaque ferme. Pour des raisons d'hygiène, les gendarmes exigent que les fermiers empêchent l'écoulement du purin, ce qui est encore possible en période sèche, à condition que le fermier fasse un trou et le vide tous les jours, mais ce qui devient absolument impossible en période de neige ou de pluie. Dans d'autres endroits, spécialement le long des grandes routes et dans les villages où un effort est fait pour attirer les touristes, des décisions sont prises de supprimer les fumiers devant les maisons. Bien entendu, nous ne pouvons pas être contre l'hygiène et la modernisation des localités, mais il faut voir que la lutte des paysans contre des mesures progressistes est due au manque d'égouts dans ces villages, ou au manque de place pour installer les fumiers, et que les mesures prises mettent les paysans ou les semi-prolétaires dans l'impossibilité de conserver leurs fumiers.

L'aide au paysans : Toute une série de mesures d'origine gouvernementale sont prises pour aider les paysans à sortir de leurs difficultés. En fait, il s'agit beaucoup plus de tromper l'oeil que d'autre chose, et si même certaines de ces mesures ont été à un moment donné efficaces, la politique de préparation à la guerre les rend illusoires en diminuant ou en supprimant les crédits.

Un exemple caractéristique: le tabac de la Semois. Il s'agit d'une production de qualité et dont l'importance dépasse largement la région. Le gouvernement a, dans le passé, créé une station expérimentale d'amélioration à Chairière, station qui n'a pas de locaux décents, pas de laboratoires convenables pour les recherches, qui ne dispose pas de champ d'expérience nécessaire, et que le bourgmestre de Bouillon, le sénateur Uselding, qualifie de station-fantôme. Devant les énormes difficultés rencontrées par les planteurs de tabac du pays de lutter contre la concurrence des tabacs étrangers, concurrence organisée par le gouvernement, le Sénat vient de voter un crédit extraordinaire de 10 millions pour tous les planteurs du pays. Si la Chambre est d'accord, la partie qui reviendra à chaque planteur de la Semois sera maigre. Quelques initiatives d'organismes locaux ou provinciaux servent de palliatifs, par exemple, le concours annuel pour l'amélioration du tabac qui vient d'avoir lieu à Corbion, concours doté de 32.000 fr. de prix et qui a groupé 86 planteurs de tabac de la Semois. En bref, l'aide sur laquelle les planteurs de tabac peuvent compter, c'est des semences gratuites sélectionnées par une station expérimentale fantôme, un prix de concours s'ils gagnent, et un subside gouvernemental exceptionnel et minime quand la politique gouvernementale les a complètement ruinés. Aussi, comprend-on facilement que placés dans de telles conditions, les planteurs de tabac capitulent un à un, essaient d'autres cultures, espoirs nouveaux qui jusqu'à présent n'ont rien donné. On comprend aussi que la physionomie de la vallée de la Semois change et que les carrés de sapin se font de plus en plus fréquents, même dans les bonnes terres situées dans le fond de la vallée.

Cet exemple du tabac n'est pas unique. L'attitude est la même dans les autres domaines :

- cultures nouvelles: des illusions gratuites sont distribuées à profusion. Un jour on recommande d'augmenter les cultures d'épeautre et d'orge, de freiner la pomme de terre, d'essayer du maïs, de remplacer la betterave fourragère par de la betterave sucrière, de créer des luzernières. Un autre jour, on signale qu'il faut contingenter la production des betteraves sucrières, que les expériences de maïs ont raté parce que les paysans n'ont pas le matériel nécessaire, que les céréales non panifiables ont de moins en moins de chance avec la diminution du nombre des bêtes, etc... Cultures nouvelles égalent douche écossaise qui, ajoutée à tous les autres avatars, finira bien par faire comprendre aux petits paysans qu'il n'y a rien à espérer du gouvernement P.S.C.
- les fermes démonstratives. Quatre fermes de ce genre sont reconnues par le Ministère de l'Agriculture pour la province du Luxembourg et reçoivent des subsides. En fait, l'essentiel de ce que l'on montre aux paysans de ces fermes, c'est l'utilisation des machines modernes que les paysans n'ont pas les moyens d'acheter. C'est plus qu'autre chose de la réclame au frais de tous pour les fabricants de machines agricoles.
- l'entretien des wateringues. Dans le passé, des travaux importants ont été faits dans le Luxembourg pour rendre les terres cultivables (assèchement et irrigation), c'est ainsi qu'actuellement il y a plus de 100 wateringues d'une superficie totale d'environ 6.200 hectares. Bien entendu, l'entretien régulier de ces wateringues ~~est~~ coûte cher et l'on assiste actuellement à un lent abandon de ces installations, surtout par l'arrêt complet du recrutement qui fait diminuer lentement mais sûrement le personnel d'entretien. D'autre part, la question d'entamer de nouveaux travaux ne se pose plus depuis quelques années, à ma connaissance les 2 dernières wateringues ont été instituées en 1947.

Organiser les paysans pour la défense de leurs intérêts et propager les méthodes mitchouriniennes de culture.

Les nombreuses difficultés que rencontrent les paysans luxembourgeois et certains éléments donnés précédemment indiquant une ~~xxx~~ certaine atmosphère de combattivité (notamment à l'égard des chasseurs et des gendarmes), montrent que le terrain est favorable au développement d'organisations du M.D.P. luttant, en plus des mots d'ordre valables pour tout le pays (impôts, pension, Bénélux,...) sur les points intéressant tout particulièrement la région.

Mais le terrain est favorable aussi à un autre point de vue: l'Ardenne est une des régions de Belgique où la terre est la plus aride où le paysan doit consacrer le plus d'effort pour obtenir les produits de la terre; c'est dire le prix qu'il attache à tout ce qui lui permet d'améliorer son rendement. Les Amis de Mitchourine peuvent acquérir une bonne influence dans le Luxembourg en mettant au service des paysans les méthodes soviétiques d'amélioration des cultures et du bétail. J'ai cité précédemment la station d'amélioration du tabac de la Semois. Les méthodes mitchouriniennes peuvent jouer un grand rôle dans ce domaine. Dans le domaine de la pomme de terre également, qui est une culture importante dans certaines régions.

Actuellement, à cause de la dégénérescence de la pomme de terre, les paysans sont obligés de racheter bien cher des nouveaux plants de pomme de terre tous les 2 ou 3 ans, et devant cette difficulté, l'Etat a créé à Orgeo l'institut de la pomme de terre; l'Alliance Agricole Belge (P.S.C.) a aussi créé une station à Isles-le-Pré près de Bastogne pour lutter contre les maladies de dégénérescence de la pomme de terre. Or, les soviétiques ont prouvé qu'il n'a jamais été question de maladie et ont mis au point la méthode de culture qui empêche la dégénérescence. La popularisation de cette méthode ferait faire une économie importante aux paysans, donnerait un coup non négligeable à certaines théories bourgeoises et populariserait l'Union Soviétique. Un domaine où un grand rôle peut être joué, c'est dans la recherche des conditions permettant d'obtenir d'une vache une plus grande quantité de graisse butyrique, dont la vente aux laiteries constitue le plus gros revenu de dizaines de milliers de paysans. Egalement, les Amis de Mitchourine pourraient démontrer aux paysans en quoi le gouvernement les trompe quand il les pousse à semer du "maïs" spécialement acclimaté aux Etats-Unis pour pousser dans les Ardennes belges, se faisant ainsi le commis-voyageur d'un quelconque trust américain.

X

X X

La militarisation du Luxembourg.

=====

Bases militaires : Il n'y a pas de changement important dans ce domaine depuis le dernier rapport. Les travaux sont poussés activement pour agrandir et transformer l'aérodrome de St. Hubert en aérodrome pour bombardiers lourds; on entend assez peu parler de ces travaux car ils se font surtout dans des bois appartenant à l'Etat. Il n'en est pas de même pour l'aérodrome de Jehonville commencé il y a un peu plus d'un an et qui donne lieu à de nombreuses expropriations de paysans, qui a supprimé pendant un certain temps l'approvisionnement en eau à Blanche-Oreille qui, à cause de la grande ~~quantité~~ quantité d'eau nécessaire aux travaux, pose des problèmes jusqu'à la petite ville de Paliseul. Les travaux pour l'école des blindés à Stockem près d'Arlon sont aussi activement poussés et dès maintenant près de 900 candidats-gradés y sont en permanence. Là aussi les paysans des environs ont été traités sans aucun ménagement et de graves problèmes de terre et d'eau potable en découlent. A Arlon même, les travaux à la caserne Callemeyn, sont activement poussés, même la nuit en pleine ville, et vont être terminés. On n'entend plus parler de deux projets cités précédemment, l'établissement d'un aérodrome près de l'école des blindés de Stockem, l'autostrade Sedan-Cologne. Projets abandonnés ? Ou simplement reportés ?

Pour tous ces travaux, il ne semble pas manquer un franc. Mais quand tout récemment il a été question d'amputer de 3 milliards le budget militaire, le bruit a été lancé que des travaux militaires prévus ne seraient pas exécutés; il se fait que tous ces travaux ont comme but d'améliorer la vie du soldat : agrandissement du mess, chapelle, cinéma, bassin de natation, à Stockem et Arlon. En tout cas, les premiers travaux de construction d'une cité militaire à Arlon qui étaient prévus pour début mars, ont été retardés depuis.

Préparation psychologique de la population.

Toute une série de mesures sont prises pour habituer la population à l'idée de la guerre, mesures prises dans le cadre ou hors du cadre de la sécurité civile. Voici un recueil de quelques faits récents :

- fin mars à St. Hubert (près d'un aérodrome): approbation d'abris de protection aérienne passive
- début avril à Bouillon: installation d'un service de **guet** composé d'une trentaine de jeunes gens exempts de service militaire
- renforcement des services de police à Arlon
- les 19 et 20 mars : essais de sirènes commandées à distance à Bastogne, Houffalize et Vielsalm
- du 13 au 18 avril : exercices militaires de jour et de nuit dans la commune de Messancy
- 24 février : tir à balles de guerre à Lagland et avis à la population de prendre des précautions.
- fin avril : conférence aux élèves de l'Zthénée d'Arlon, donnée par un officier sur l'enrôlement à l'armée
- un peu partout, collecte de sang par la Croix-Rouge, avec conférence donnée par un militaire et accompagnée parfois d'un film d'espionnage "Odette, agent 23". Notamment le 16 avril à Florenville et le 10 avril à Marche.

La justification: l'antisoviétisme.

Deux aspects importants sont particulièrement mis en vedette ces derniers temps pour faire admettre la nécessité de s'armer pour résister à une invasion : a) le "sort malheureux des pauvres victimes" dans les pays de l'Est et l'aide à leur apporter; b) la "sacrifice héroïque" de ceux qui en Corée ont décidé d'arrêter la marche du communisme.

Pour le premier point, en plus de la campagne de propagande menée par la presse, l'organisation Caritas Catholica aidée par d'autres organisations catholiques et notamment la Ligue Ouvrière des Femmes Chrétiennes et surtout par les maîtres et maîtresses d'écoles catholiques, a lancé, du haut de la chaire de vérité de toutes les églises, un appel à la solidarité vis-à-vis des réfugiés de l'Est: confection de carrés de laine, récolte de vêtements, mais surtout hébergement pendant six mois d'enfants D.P., réfugiés des pays de l'Est. Les résultats avoués: moins de 300 familles ont demandé à héberger un enfant pendant six mois et il semble que c'est presque uniquement dans d'assez petits villages et pas dans les communes ouvrières, par exemple: Léglise - 7 familles; Lahaye - 3 familles; Habay-la-Vieille - 9 familles.

Il est à noter que le budget provincial de 1953 prévoit un subside de 2.000 Fr. "en faveur des émigrés russes". De quoi s'agit-il ?

Pour glorifier les tueurs de Corée, l'initiative revient surtout aux organismes officiels qui essaient de les assimiler à ceux des nôtres qui combattirent l'envahisseur en 14-18 et en 40-45.

Deux exemples récents :

A Marche, à la mi-mars, enterrement du corps d'un volontaire de Corée rapatrié, organisé par les autorités communales, les organisations patriotiques firent la garde d'honneur. A Bastogne, 18 avril: baptême de deux promotions de l'école d'artillerie, l'une du nom du premier chasseur ardennais tué par l'envahisseur, le 10 mai 1940, l'autre d'un capitaine tombé en Corée, puis après cette cérémonie où les deux parrains ont été cités au même titre en exemple, remise de décorations à des résistants. Le baron Nothomb (le Dindon du Pont d'Oye, disent les socialistes) a pris la tête de cette campagne en y envoyant son fils en février dernier et en faisant publier des nouvelles par le journal P.S.C.

Les difficultés du gouvernement belge de trouver en grand nombre des volontaires pour la Corée a remis à l'ordre du jour une question qui intéresse toute la région frontalière française: les engagements dans la Légion Etrangère française. Des difficultés récentes entre la Suisse et la France, et entre l'Allemagne et la France ont fait couler beaucoup d'encre. Beaucoup plus modéré a-t-on été sur la Belgique. Une question parlementaire a été posée à laquelle le ministre intéressé a répondu jésuitiquement à peu près ceci : "Citez-moi des cas avec preuve à l'appui et je serai énergique". Toujours est-il que des pourparlers sans résultat doivent avoir eu lieu il y a peu de temps entre les gouvernements français et belge. Dans la région d'Athus, il est notoire que des agents recruteurs français viennent parfois dans les fêtes de village, et essaient d'entraîner des jeunes gens à Longwy en France où ils les saoulaient et leur font signer un engagement pour la Légion, sans spécifier que la destination est l'Indochine. Nous devons être à l'affût de ces cas et les étaler en pleine lumière sous ~~peine de manquer~~ peine de manquer à nos devoirs d'internationalisme.

Comment la compréhension fait son chemin.

Pour tous ceux qui souffrent de la militarisation dans leurs biens, c'est à dire pour tous ceux qui habitent dans les environs des bases militaires, qui se voient expropriés et qui attendent encore le dédommagement, qui voient leurs terres retournées par les bull-dozers et écrasées par les camions, qui sont privés de l'eau potable, une question se pose avec ~~plus~~ de plus en plus d'insistance : "de tels sacrifices sont-ils vraiment nécessaires?". La même question vient à l'ensemble de la population à l'occasion de catastrophes telles que la chute d'un avion militaire à Sensenruth, la collision entre deux avions militaires à Grune, l'accident de tank à Arlon. Ces éléments locaux ou régionaux intégrés dans les possibilités d'explication que nous donne la politique soviétique de paix, créent un terrain favorable pour démolir les arguments qui justifient le réarmement.

Ces possibilités sont encore augmentées par les difficultés financières qui commencent à s'appesantir sur les communes. De plus en plus souvent, des travaux prévus par l'administration communale sont supprimés par refus de subsides ou subsides insuffisants. Ces difficultés ont été particulièrement sensibles pendant les tempêtes de neige de l'hiver dernier, les communes ne possédant pas le matériel nécessaire pour déblayer les rues et les routes, même de grosses comme Bastogne ou comme Arlon, chef-lieu de province. C'est surtout dans le domaine de l'enseignement que les restrictions se font sentir

Rien qu'au cours des 3 derniers mois, on a eu connaissance que les travaux suivants ne seront pas entrepris par manque de subsides : l'école ménagère professionnelle à Houffalize, et un nouveau complexe scolaire prévu rue Paul Reuter à Arlon. Non seulement on ne construit plus des écoles nécessaires, mais le récent arrêté du Ministre de l'Instruction visant à supprimer 400 classes dans le pays sera durement ressenti dans le Luxembourg, où la plupart des communes comptent peu d'habitants et par conséquent peu d'élèves. Dès maintenant, on annonce des suppressions de classe ou d'école: l'école primaire communale pour filles à Tintange-Centre, l'école de Hérock commune de Ciergnon; sur les 15 communes les plus à l'Ouest de l'arrondissement de Virton, des mesures seraient prises pour 6 communes (Chassepierre, Florenville, Fontenoille, Géronville, Jamoigne, Ste Cécile). Il n'est pas exagéré de dire que plusieurs dizaines de communes vont avoir des classes ou même des écoles supprimées. Les familles catholiques seront les plus touchées, de par la nature même des communes les plus petites et il est impossible que la corrélation ne soit pas faite par ces familles catholiques entre la sollicitude du gouvernement P.S.C. pour les enfants du Luxembourg et pour les aérodromes et camps du Luxembourg. De plus en plus impérieusement se posera la question: "De tels sacrifices sont-ils bien nécessaires?" De plus en plus la population cherchera des explications; de plus en plus souvent aussi un sentiment de révolte jaillira. Un cas est déjà signalé, à Hérock, dès l'annonce de la suppression de l'école, une pétition a circulé qui a recueilli les signatures de l'ensemble de la population et qui a été appuyée par l'Administration Communale de Ciergnon.

X
X X

Les patriotes et la Communauté Européenne de Défense.

=====

La population du Luxembourg est très patriote. Cela tient je crois essentiellement à deux raisons, une sociale, l'autre historique. Plus que dans les autres régions du pays, la population est composée de petits propriétaires d'un bien qui leur demande un dur labeur et auquel ils tiennent. L'Ardenne a historiquement servi de chemin pour les invasions de la Belgique et de la France et rien qu'au 20^e siècle, trois fois, en 14, en 40, en 44 (offensive Von Runstedt). D'autre part, la situation accidentée des Ardennes en a fait le refuge habituel des combattants de la liberté, depuis les Compagnons de la Verte Tente au 15^{ème} siècle jusqu'aux maquisards du 20^e. Tous ces éléments ont créé dans la région une atmosphère saine de patriotisme, un besoin de liberté et d'indépendance.

Les organisations et manifestations patriotiques.

Un grand nombre d'organisations patriotiques (FNI, FNC, USRA, PA, Chasseurs Ardennais, P.P., Anciens Combattants, P.G., A.S., Insoumis, MNB, Déportés, etc....) organisent de très nombreuses manifestations patriotiques en général de bon aloi. Il faut noter d'ailleurs que le P.A. a eu dans cette région près de 2.000 membres et qu'actuellement encore il a plus de membres cotisés que le Parti, alors que la cotisation est réclamée par le facteur et que rares sont les endroits où il a une vie réelle. Il faut compter que pour le 10 mai, il y aura des dizaines de manifestations diverses dans la province.

Pour se faire une idée de la grande place que tiennent ces organisations et ces manifestations dans la vie de la région, voici le relevé des nouvelles données du 19 mars à fin avril par le journal P.S.C. régional, étant bien entendu que des séances telles que celles contre le réarmement de l'Allemagne à Athus et à Aubange sont escamotées :

- 19/3 : réception à Athus par la FNA Prisonniers de Guerre
- 21/3 : annonce de l'assemblée générale de l'U.S.R.A. - Luxembourg
- 25/3 : compte-rendu détaillé de cette assemblée
- 28/3 : compte-rendu de l'assemblée des Déportés 14-18 à Athus, liste de leurs revendications, propositions de moyens d'action allant jusqu'à manifestation devant le Parlement avec les drapeaux.
- 28/3 : compte-rendu de la remise de décorations à Sunion Poncin, commandant PA, à Neufchâteau
- 31/3 : compte-rendu du Congrès régional des anciens prisonniers de guerre à Athus
- 31/3 : avis aux PA d'Arlon (affiliés au FNBI)
- 4/4 : réponse à la question parlementaire de Dejace (non cité dans le journal P.S.C.) sur le massacre de Bande
- 15/4 : compte-rendu comité de la Fraternelle des Chasseurs Ardennais
- 16/4 : compte-rendu d'une séance théâtrale à Bruxelles dont le clou était la pièce "Souvenons-nous" rétrospective des bagnes allemands et des maquisards, écrite par un originaire de Marbehan.
- 19/4 : réunion d'information de la FNAPG à Saint Hubert
- 20/4 : compte-rendu de l'assemblée des anciens prisonniers de guerre à Habay-la-Neuve
- 23/4 : annonce de l'inauguration à Bastogne de bornes de l'offensive Von Runstedt
- 28/4 : annonce d'une grande fête patriotique des chasseurs ardennais à Martelange
- 29/4 : annonce de l'inauguration d'un monument aux morts à Mellier.

Que pense-t-on du réarmement de l'Allemagne ?

L'essentiel des activités de ces organisations patriotiques porte sur le passé: commémoration, inauguration de drapeaux et monuments, revendications pour les victimes. Cependant, le sens patriotique est un terrain favorable dans lequel s'éveille l'inquiétude devant le réarmement de l'Allemagne. Les assemblées de 300 personnes à Athus et 80 à Aubange réunies par l'U.B.D.P. à une conférence contre le réarmement de l'Allemagne le montrent. Autre indication, le fait que l'assemblée générale de la section provinciale de l'U.S.R.A. (service de renseignements et d'action) a dû discuter de la C.E.D. et dans la résolution finale, tout en se marquant d'accord avec la C.E.D., faire état de "l'abandon d'une part de la souveraineté nationale" qui en résulte. Ce n'est probablement pas non plus un hasard si un des plus acharnés défenseurs en Belgique de la réalisation rapide et sans discussion de la C.E.D. est le baron Nothomb, chef de file P.S.C. du Luxembourg. Le Luxembourg est dans ce domaine un des maillons les plus faibles de la chaîne réactionnaire.

Le PA peut jouer un grand rôle dans le Luxembourg en organisant des commémorations orientées nettement contre la remilitarisation de l'Allemagne, par exemple à Bande dans le Nord, commémoration

des massacres de 1944 (la section PA de On-Jemelle dont dépend Bande groupe plus de 80 membres cotisés 1953 et tous les dirigeants d'organisations patriotiques de Jemelle ont signé l'appel du 10 mai), ou bien à Saint-Léger dans la Gaume, commune deux fois détruite par les allemands en 14 et en 40 (situation particulière : au centre du triangle Arlon, Athus, Virton) ou bien en commémorant l'anniversaire de Jean Lagneau à Arlon ou Virton où il a été professeur de mathématiques (par exemple pour la J.P.B.). De nombreuses autres occasions existent sûrement que les camarades doivent rechercher.

X
X X

Les Autres Partis

=====

Je n'ai pas connaissance d'activités du parti libéral dans la province. En ce qui concerne le P.S.C. son activité propre est résumée en la tenue de permanences par les députés et sénateurs. Mais les organisations para-P.S.C. ont une grande activité. Il a déjà été question précédemment de l'activité de Caritas Catholica, de la Ligue Ouvrière des Femmes Chrétiennes, de l'Alliance Agricole Belge. Il faut citer également les mutualités chrétiennes qui, au moment de la sortie des arrêtés Van den Daele, ont réussi à tenir dans presque toutes les communes une séance d'information.

Si au parti libéral et au P.S.C., il ne se passe rien que de traditionnel, par contre les dirigeants socialistes font de gros efforts couronnés de plus ou moins de succès pour remettre sur pied et redonner vie à des organisations locales et de jeunesse, ceci sans diminuer l'effort traditionnel de développement de la coopérative. Le congrès fédéral du P.S.B. du 14 décembre mettait fortement l'accent sur la réorganisation méthodique des sections. Cette orientation est suivie d'une façon décidée semble-t-il. Ces derniers temps, le PSB avoue des efforts dont nous ne connaissons pas toujours les résultats, pour reconstituer les Jeunes Gardes à Arlon, Habay, Marbehan et Athus, Bouillon et Libramont, et pour reconstituer ou redonner vie à des sections du P.S.B., à Bastogne (10 présents le 1er mars et le 22 mars), Halanzy (le 5 mars), Florenville (le 6 mars), Hotton (le 7 mars), Laroche (le 11 mars), Hargimont (le 13 mars), Junseret (15 mars et le 24 mars), On (le 22 mars), Forrières (les 19 et 25 mars), Musson (le 27 mars), Athus (20 présents le 27 avril).

Les raisons des dirigeants socialistes sont d'origine électorale. Ils se considèrent, et ils n'ont pas tort, en période pré-électorale. Quelle que soit l'importance des résultats qu'ils obtiennent, le renouveau de vie politique parmi les travailleurs socialistes doit être exploité au travers des contacts que nous pouvons avoir avec eux, et si nous le voulons, nous aidera plus qu'il ne nous gênera, parce qu'il signifiera un plus grand intérêt et par conséquent une plus grande réceptivité aux explications que nous donnons et aux solutions que nous proposons

X
X X

La Joyeuse Entrée.

=====

Le roi fera sa joyeuse entrée à Arlon le 7 juin. Le programme prévoit l'hommage des drapeaux des sociétés de la province, dépôt de fleurs au Monument aux morts, visite ~~du~~ musée Archéologique, à l'exposition de la Chasse, au concours du cheval de trait ardennais.

Nous avons à mettre notre participation au programme.

X

— NOTRE ACTION. —

Le Parti.

==:==:==:==

Composition du Parti.

Actuellement, 225 talons sont rentrés contre 217 au milieu de l'année 52, et 223 à la fin de l'année 52.

Sur ces 225 membres, il y a :

~~composition sociale : 96 métallos (dont 52 frontaliers) 31 agents services publics (la moitié des cheminots) 13 maçons 11 bucherons 40 ménagères 16 pensionnés 15 commerçants et divers 3 paysans~~

Composition sociale :

96 métallos (dont 52 frontaliers)	= 43 %	} total salariés
31 agents services publics (la moitié des cheminots)	= 14 %	
13 maçons	= 6 %	
11 bucherons	= 5 %	} 151 = 2/3.
40 ménagères	= 18 %	
16 pensionnés	= 7 %	
15 commerçants et divers	= 7 %	
3 paysans		
		74 = 1/3.

Couches particulières :

femmes : 45, soit 20 %

moins de 25 ans: 12, soit 5 % (dont 9 à Athus et Cockerill)

Situation syndicale : 84 membres du Parti sont syndiqués sur 151 syndiquables, ce qui a première vue indiquerait un pourcentage de 55 %. Mais en y regardant de plus près, on voit qu'en certains endroits des communistes normalement non-syndiquables, sont restés syndiqués. En fait, moins de la moitié des membres syndiquables sont syndiqués. La situation est bonne à Cockerill et à St. Léger (section locale F.G.T.B.). Partout ailleurs, elle est mauvaise, même chez les frontaliers où le prétexte de la mauvaise direction syndicale ne peut être invoqué, puisqu'existent au Grand Duché le F.L.A. et en France la C.G.T. à bonne direction.

Ages : l'âge moyen des membres du parti est de ~~44~~ ⁴⁶ ans.

A Virton, St.Léger, Bouillon, Bertrix, l'âge moyen dépasse 50 ans.
Partout ailleurs entre 40 et 50.
C'est à Cockerill que la moyenne est la plus basse : 40 ans.

Composition des directions du Parti :

Il faut compter que 28 camarades jouent un rôle plus ou moins dirigeant (12 % des membres). Sur ces 28 camarades, il y a :

composition sociale :	11 métallos (dont 8 frontaliers)	} soit 21 salariés = 3/4.
	7 agents des services publics (4 cheminots)	
	3 autres ouvriers	
	1 employé	
	2 ménagères	} soit 7 non salariés = 1/4.
	4 commerçants	
	1 paysan	

Si nous ne voyons que les S.P. de sections, nous avons :

5 métallos (dont 3 frontaliers)
1 maçon, 1 bûcheron, 1 employé, 1 fonctionnaire,
2 commerçants, 1 paysan.

Au Comité fédéral nous avons :

4 métallos, 1 cheminot, 1 chauffeur, 1 tailleur,
1 ménagère.

Couches particulières : 2 femmes (soit moins de 5 % des femmes)
sont une~~e~~ au comité fédéral.

Age : l'âge moyen des dirigeants est de 43 ans.
l'âge moyen des S.P. des sections est de 41 ans.
l'âge moyen des membres du C.F. est de 33 ans.

Pour résumer ces diverses données en un tableau :

	<u>Membres.</u>	<u>Dirigeants</u>	<u>S.P. sect.</u>	<u>C.F.</u>
Métallos	43 %	40 %	42 %	50 %
Services publics	14 %	25 %	33 %	25 %
Autres salariés	11 %	10 %		
Non salariés	33 %	25 %	25 %	25 %
Femmes	20 %	7 %	-	-
Age moyen	46 ans	43 ans	41 ans	33 ans.

Quelques remarques : le pourcentage de métallos dans le Parti est fort à tous les échelons. C'est parmi les agents des services publics que la proportion de dirigeants est la plus forte, cela est dû au fait que c'est dans ce secteur que les pertes du Parti ont été les plus sensibles et il ne nous est resté que les militants

les plus courageux, aucun d'entr'eux cependant ne se pose en dirigeant important dans la fédération. En ce qui concerne les non-salariés, ils accèdent aux postes les plus importants, c'est ainsi que Bertrix est dirigé par le camarade Maquet, représentant de commerce avec voiture, Arlon par le camarade Albinovanus, petit patron possédant 2 camions et 2 autocars, à Athus un des camarades qui apparaît (même s'il ne l'est pas) comme un des principaux dirigeants est le camarade Ernest Bernard, petit patron tailleur (quelques machines et quelques ouvriers), le S.P. fédéral est un ancien tailleur dans l'entreprise partemelle.

En ce qui concerne l'âge, moyen des dirigeants, il s'agit d'une sélection naturelle, sauf en ce qui concerne le Comité fédéral, qu'est un peu forcé et qui ne joue pas d'ailleurs un rôle de vrai comité fédéral.

Quant à la répartition des communistes par communes, il y a une grande dispersion. Les 225 membres inscrits cette année habitent dans 27 communes différentes. De plus, dans 24 autres communes, il y a un ou plusieurs anciens membres qui continuent à recevoir régulièrement le matériel de propagande et qui se considèrent toujours comme des communistes, mais n'ayant plus aucun contact vivant avec le Parti depuis plusieurs années. La signification d'une telle dispersion : le plupart de ces camarades sont les anciens dirigeants de petites organisations du Parti qui ont disparu parce que nous les avons abandonnées. Quelques expériences faites depuis les élections communales (Bouillon, Sugny, Jemelle, Forrière, Barvaux) montrent que quand on rend une visite à ces camarades, dans la plupart des cas cela donne lieu à la reconstitution d'une organisation du Parti de 5 à 6 membres.

Comparaison avec 1952 :

Si nous comparons les effectifs section par section avec l'année passée, on voit qu'il y a très peu de changement, presque aucune perte, presque aucune gain dans les sections existantes. Voici les chiffres d'après le rapport-type du 1er trimestre 53 :

Athus	+ 1	- 2
Arlon	+ 3	- 0
Virton	+ 1	- 0
St. Léger	+ 1	- 4
ST. Hubert	+ 1	- 0
Bertrix	+ 3	- 0
Habay	+ 1	- 1
Signeulx	+ 0	- 0
Malempré	+ 0	- 0
Aubange	+ 0	- 0
Cockerill	+ 2	- 8 (mais certaines confusions avec section d'Athus locale)
Cheminots		
Athus	+ 0	- 0
Cheminots		
Stockem	+ 0	- 0
Communaux		
Arlon	+ 0	- 0

Sauf à Bertrix, où il semble, à plusieurs éléments qui seront étudiés plus loin, qu'il y a un progrès politique qui se ~~concrétise~~ concrétise sur le plan de l'organisation, dans toutes les autres sections ou cellules, les mêmes membres que l'année passée. Il est nécessaire cependant de vérifier en certains endroits comment le renouvellement a été fait. En effet, à Arlon par exemple le S.P., le camarade Albinovanus, m'a récemment dit ignorer qu'il existait 34 membres, il m'a cité plusieurs membres 52 dont il m'a dit être certain qu'ils ne reprendraient pas leur carte, enfin il m'a montré 4 ou 5 cartes faites à l'avance pour aller les porter à des membres 52 qui seront d'accord de la reprendre ou qui ne le seront pas... Autre cas douteux : à St. Hubert, cartes renouvelées à 100 % mais depuis le début décembre, c'est-à-dire depuis 5 mois, le dirigeant refuse sous divers prétextes de recevoir la visite du camarade Bernard.

L'avance de 6 % réalisée dans l'ensemble provient de la reconstruction de quelques cellules en des endroits abandonnés, et ne doit en aucun cas être considérée comme un regain d'activité et d'influence des organisations communistes dans le Luxembourg.

A noter une adhésion intéressante : un échevin de Rachecourt, élu sur une liste socialiste, a demandé son adhésion au Parti tout de suite après son élection. Il était connu du S.P. de la section de St. Léger, le camarade Schumaker (Rachecourt est le village voisin) comme un lecteur assidu de littérature sociétiqu. Il paraîtrait qu'il n'avait accepté d'être candidat socialiste que sous certaines conditions d'indépendance, en même temps que lui, un milicien a demandé son adhésion.

Quels sont nos contacts dans les principales entreprises ? Dans la métallurgie : nous avons à Cockerill -Athus une section du Parti de 28 membres, répartis dans l'usine de la façon suivante : 9 à l'aciérie (organisés en cellule sous la direction du camarade Audrit), 6 au Laminoir (des efforts pour les organiser en cellule sous la direction du camarade Ettinger), 3 au train fil, 3 à l'Atelier électrique, 7 divers ; à la Minière et Hauts Fournaux de Musson, nous avons un membre dans la mine et un dans l'usine, tous les deux membres de la section de St. Léger et environs ; dans les 3 mines de Bouillon, nous venons de reprendre contact avec d'anciens membres du Parti. Pour les ~~chemins de fer~~ chemins de fer, nous avons des camarades dans les 3 principaux dépôt Stockem près d'Arlon, Latour près de Virton, Bertrix de même à Athus. A Stockem, 3 membres constitués en cellule, à Latour 2 ou 3 camarades n'ayant presque pas de lien régulier avec la section de Virton. A Bertrix, un membre du Comité de la section du Parti plus quelques anciens membres viennent régulièrement à la Maison des 8 heures. A Athus, 9 membres constitués en cellule. Pour la carrière Lhoist à Jemelle, nous avons un membre de la cellule récemment reconstituée qui y travaille.

Les liaisons avec les organisations sont assurées de deux façons, d'abord avec "L'Avant-Garde", bulletin intérieur de la fédération, qui donne à tous les dirigeants et parfois à tous les membres, les directives de travail ; ce bulletin sort régulièrement (3 fois cette année), est bien rédigé, pas très bien présenté, et pourrait être un très sérieux appui si des liaisons vivantes se faisaient régulièrement. Nous en venons au deuxième mode de liaison : par visite d'un délégué du Comité fédéral. Le seul et unique délégué

est le permanent, le camarade Léon Bernard qui "assure" toutes les liaisons de même qu'il rédige et imprime tous les journaux locaux et d'entreprise (sauf le dernier métallos). Cela indique immédiatement que les liaisons sont extrêmement relâchées avec les organisations autres que Athus, Cockerill, Aubange et Arlon. Si nous reprenons à partir du début de la campagne pour le renouvellement des cartes de membre c'est-à-dire la période des derniers 5 mois, la liaison a été assurée une fois avec Signeulx, aucune fois avec Habay-la-Neuve, 3 fois avec Virton, 2 fois avec St. Léger, aucune fois avec St. Hubert, 3 fois avec Bertrix, 2 fois avec Jemelle - Forrière, 2 fois avec Malempré, 3 fois avec Bouillon-Syngny, aucune fois avec Bastogne. Quant à la qualité de la liaison, nous ne parlerons plus loin, en voyant comment ont été appliqués les différentes décisions nationales et fédérales, mais en tout cas, les premiers problèmes n'est pas un problème de qualité, mais d'assurer réellement et régulièrement la liaison.

Propagande.

=====

La diffusion du D.R.-Dimanche n'a pour ainsi dire pas cessé de diminuer depuis plusieurs années. Au moment des élections communales, elle était de 360 exemplaires. Le résultat des élections a donné un coup à la diffusion à St. Hubert, à Arlon et à Athus. La vente de masse du 22 mars a vu une augmentation de 5 à Arlon et 5 à Syngny et le commencement de la vente à la porte de Cockerill (100 n°) par le S.P. fédéral. Les deux premières augmentations n'ont pas été maintenues tandis que la vente à l'entreprise continue (ramenée à 50 n° puis relevée à 70 et maintenue depuis). Le total actuellement est de 337, mais il faut voir que le nombre de camarades qui vendent est ce qui a le plus diminué. Voici la comparaison entre la vente au 12.10.52 et au 10.5.53 :

	<u>12.10.52</u>	<u>Maintenant.</u>
Athus	232	206
Arlon : Derhet : 6)		DERHET → 6)
Schoonjans:17)		Kurtz → 18)
Etienne : 18)		Albino-)
Kurtz : 19)	60	vanus → 2) 26
Aubange	15	15
Bertrix	6	6
Signeulx	6	6
St. Hubert	33	-
Ste Marie	3	3
Virton	5	5
Cockerill	-	70
	-----	-----
	360	337
	===	===

Depuis le tract post-électoral, la fédération a édité deux documents, un tract aux ouvriers de Cockerill à l'occasion de la visite de l'usine par deux secrétaires de l'ambassade américaine et un appel aux travailleurs et militants socialistes (5.000 exemplaires) qui avait ~~été~~ été proposé au Bureau Politique fin janvier et qui est paru un peu avant la brochure "Pour sortir du marasme". Cet appel contient surtout l'explication, avec tous exemples repris dans la province du Luxembourg, de la politique actuelle du gouvernement et ses conséquences. La dernière partie indiquait très vaguement nos solutions et était un appel à la lutte dans l'unité. Actuellement, c'est-à-dire un mois et demi après sa parution, je n'ai pas d'écho sur la diffusion ni surtout sur les discussions qui étaient prévues avec des travailleurs et militants socialistes.

Une des grandes fierté de la fédération du Luxembourg, c'est le grand nombre de journaux locaux et d'entreprises (un journal d'entreprise pour Cockerill, un journal de secteur ^{économique} pour les cheminots, 7 journaux de section, un bulletin intérieur de la fédération). Ce dernier mis à part (son rôle est d'ailleurs organisateur), les journaux locaux et d'entreprise sortent très irrégulièrement. Depuis les élections, certains ont paru 2 fois, certains une fois, certains pas du tout. En ce qui concerne la façon dont ils sont confectionnés, il semble qu'il y ait un progrès pour celui des métallos de Cockerill qui auraient eux-mêmes rédigés le dernier, en tout cas pour l'essentiel. Espérons qu'il s'agit là d'un premier exemple bientôt suivi par plusieurs autres, et que d'ici quelques mois, presque tous les journaux seront rédigés par les camarades des sections ; il s'agit là d'une bataille à mener sur deux fronts, celui de la confiance des camarades des sections dans leurs possibilités et celui de la confiance de la direction fédérale dans les camarades des sections.

Le camarade Léon Bernard fait un meeting à la sortie de Cockerill quand un problème important se pose. Depuis le dernier rapport, il y en a eu deux.

Education.

Le camarade Léon Bernard a commencé un cours fin de l'année passée avec des jeunes camarades d'Athus et d'Aubange. Ce cours devait finir pour février. Alors commencerait un cours à Arlon, puis à partir de mai un à Virton. En fait, à cause de nombreuses absences, le cours à Athus et Aubange n'est pas encore terminés, ce qui signifie qu'avant les vacances, deux cours auront eu lieu, au lieu de trois. Mais il s'agit déjà de quelque chose de convenable.

D'autre part, nous avons commencé un cercle d'étude pour les militants de Cockerill. Sujet "le Parti" suivant les schémas des cercles centraux. 5 camarades de Cockerill étaient inscrits plus Léon Bernard sous la direction de Demunck - 3 séances jusqu'à présent. Un des camarades de Cockerill n'est pas venu une seule fois. Un autre a été absent deux fois à cause d'erreurs dans la convocation. Les 3 autres camarades étaient présents 3 fois.

D'une fois à l'autre, on sent l'intérêt grandir et la discussion devenir beaucoup plus générale et plus passionnée. Cependant des questions élémentaires, telles que "qu'est ce qu'un prolétaire?" amènent à plus de discussion que les textes eux-mêmes, même entre les camarades qui ont suivi l'école fédérale.

Pour les militants isolés, un cours par correspondance a été institué, tenu par L. Bernard sur la base de l'école de section : 10 militants s'étaient inscrits, dont 3 ont fait les premières leçons.

Administration.

Après le relâchement de la seconde moitié de l'année passées, L. Bernard a repris cela en main et les livres sont de nouveau bien tenus. La camarade Zimmerman, femme de L. Bernard, a été désignée pour reprendre la trésorerie, mais jusqu'à présent, elle ne s'est pas encore mise au travail et c'est le S.P. fédéral qui continue à la faire lui-même. Le budget est en équilibre, non pas que les prévisions soient réalisées, mais parce que les dépenses prévues sont ramenées dans la réalité à ce que permettent les rentrées. Les rentrées sont de deux natures : cotisations et soutien. Pour les cotisations, les prévisions sont réalisées pour les premiers mois de l'année, mais le soutien reste largement en dessous des prévisions. A la colonne des dépenses, le salaire est payé régulièrement, suivant les accords pris avec le camarade Bernard $\frac{1}{2}$ au milieu du mois et $\frac{1}{2}$ à la fin du mois, mais les prévisions de dépenses pour les déplacements et pour la propagande ne sont pas atteints. Cela s'explique "comptablement parlant" par le fait qu'on ne peut pas dépenser plus qu'il n'y a en caisse, et pour la vie du Parti, cela corrobore entièrement les indications données plus haut concernant le manque de liaisons et l'irrégularité des journaux de section et d'entreprise qui sont à charge de la trésorerie fédérale. On se trouve dans une sorte de spirale et on avance vers le Centre : par difficultés financières on limite le travail, ce qui provoque une diminution des rentrées et ainsi de suite. La solution dans ce cas-ci, c'est-à-dire quand l'essentiel des rentrées est assuré par un subside du Centre du Parti, peut immédiatement être trouvée en suivant la spirale dans l'autre direction : plus de travail signifie augmentation des ressources.

Les organisations de masses que nous influençons.

Syndicats : une caractéristique de nombreuses organisations syndicales F.G.T.B. dans le Luxembourg, c'est d'être moins bien contrôlées par la direction centrale parce que c'est loin, et il s'agit bien souvent de petites organisations. C'est dire que les dirigeants locaux subissent moins qu'en d'autres endroits la pression des dirigeants nationaux et jouissent d'une plus grande liberté. D'autre part, l'atmosphère générale parmi les travailleurs est très unitaire, une analyse de cette situation était faite dans le précédent rapport. Ces deux éléments nous donnent de grandes possibilités de travail unitaire avec les travailleurs et les militants syndicaux de la région, même avec un certain nombre de dirigeants politiques socialistes. C'est moins vrai peut-être à Cockerill qui doit être considéré par la Centrale des Métallurgistes comme assez important mais l'expérience n'a pas encore été faite.

Nous possédons quelques positions syndicales intéressantes :

- le délégué principal du F.L.A., syndicat grand-ducal, pour les frontaliers belges. 1/5 des 800 frontaliers est syndiqué au F.L.A. Le syndicat socialiste doit avoir environ les 2/3 des effectifs du F.L.A. et le syndicat chrétien doit venir loin derrière. Une désaffiliation importante a touché même nos camarades tels que Sonnet d'Aubange qui dirigeait une section locale du F.L.A. de 35 membres et qui l'a laissée tomber. Un autre communiste Schumacker de St. Léger dirigeait un groupe de 14 membres du F.L.A. avant son accident à l'oeil. Actuellement le camarade Willisky dirige un groupe de 9 au maminoir et au train C de l'usine de Rodange.
- Notre tâche dans ce domaine doit être de donner vie aux sections du F.L.A. et qu'il provoque des réunions de frontaliers luxembour-
- pour les frontaliers français, alors qu'il y en a 2.000 dont 17 membres du Parti, nous ne savons rien et il est probable qu'aucun de nos camarades ne joue un rôle syndical, mais c'est à vérifier de plus près.
- à Cockerill, le deuxième délégué est le camarade Audrit qui semble jouir dans l'usine d'une assez bonne autorité qui fait vivre la seule véritable cellule du Parti à l'aciérie, qui vend l'A.O.U. et les revues soviétiques. Deux autres membres du Parti sont sectionnaires et probablement seront au Comité d'usine aux prochaines élections qui étaient prévues pour le mois de mai, mais dont on ne parle plus pour le moment. Le problème essentiel ici est que la section du Parti fonctionne et que le camarade Audrit puisse s'appuyer sur une force agissante, ce qui est loin d'être le cas pour le moment.
- en plusieurs dépôts cheminots, nous avons eu, ou nous avons encore des camarades :
A Bertrix, la direction syndicale composée d'un communiste et de plusieurs sympathisants anciens membres du parti est plus ou moins boycottée par la direction syndicale. En général, les ordres du jour proposés par notre camarade sont acceptés. Quant à voir dans quelle mesure, l'agitation est menée parmi les cheminots, c'est une autre affaire. A Athus, notre camarade a abandonné la direction syndicale, il y a un certain temps et nous ne pouvons pas espérer beaucoup de nouveau pour le moment.
- à Arlon, le camarade Schooyans était à la direction des communaux. Il semblait après les élections communales que le syndicat se sentait mal au même titre que la cellule du Parti. Il faudra voir cela de plus près et discuter longuement avec le camarade Schooyans.

Mutuelles : la camarade Schooyans dirige à Arlon une petite section mutuelle neutre "La Fraternelle" dont la primaire est à Bouillon et qui groupe 75 membres. La camarade Schooyans manifeste, paraît-il l'intention d'abandonner cela. Nous devons veiller à garder la direction de cette section et à la développer avec comme but de l'utiliser comme arme pour la défense de la sécurité sociale et d'en faire une primaire, ce qui signifierait, je crois, le droit à un demi-permanent. A Wéris dans le Nord, le camarade Havelange dirige une section de la mutualité socialiste rayonnant sur plusieurs

villages des environs et rattachée à la primaire de St. Hubert. Il faudra également voir avec lui ce qu'il y a lieu de faire.

Partisans : il s'agit d'une organisation au passé glorieux dans le Luxembourg et surtout dans les Ardennes, et au présent nous aurions tort de sousestimer l'importance, malgré les quelques dissidences. Cette année, environ 300 Anciens P.A. ont accepté leur carte de membres présentée par le facteur, c'est-à-dire un sur 9 de ceux qui étaient P.A. après la libération, et plus qu'il n'y a de membres du Parti. Encore faut-il dire que dans l'extrême Nord de la province, aucun effort n'a encore été fait (il y avait 200 membres). En quelques endroits, le P.A. est encore actuellement une véritable organisation de masse, jouissant d'une grosse influence. Voici la liste des endroits où il y a des P.A. 1953 :

- Régionale On - Jemelle : 80 à 85, parmi lesquels 2 communistes, le camarade Dernelle, membre du Comité et le camarade Thérér de Bande ; organisation vivante à la base du fait que les présidents d'organisations patriotiques de Jemelle ont signé l'Appel du 10 mai (F.I. - P.P. - F.N.A.P.G. - F.N.C.)
- Neufchâteau : 7 - 8 membres. Pas d'organisation communiste à Neufchâteau. La plus proche est Bertrix à 16 km.
- Libramont : 37 membres. Pas d'organisation communiste. Le plus proche est Bertrix à 14 km.
- Bertrix - Herbeumont : 30 membres dirigées essentiellement par des communistes. En plus existe à Bertrix un groupe P.A. indépendant dirigé par un libéral qui aurait un désaccord violent avec le camarade Maquet. La section communiste de Bertrix compte 14 membres.
- Saint-Hubert : quelques membres. A noter que les communistes dirigeant le Parti n'ont pas repris leur carte P.A.
- Tintigny / Habay-la-Neuve : 30 membres. Section vivante qui était passée à la dissidence Delcourt et qui vient de revenir au P.A. Les communistes semblent ne pas avoir repris leur carte P.A. au moins le principaux.
- Arlon : 10 à 12 membres. Mais à côté de cela existe une forte section Delcourt, son pilier dans le Luxembourg. Le camarade Adam a mené des pourparlers assez laborieux avec cette section Delcourt sans résultat, mais rien de définitif n'est encore fait, la porte est toujours ouverte.
- Athus : 40 membres, c'est-à-dire la moitié du nombre de membres au Parti. Le secrétaire est le camarade Philippe. Cette section a une certaine vie.
- Virton : 10 membres.
- Ruette : 15 membres . Le Parti n'existe pas à cet endroit.

L'idée avait été émise au B.P. de mettre dans le Luxembourg un permanent carrier - mutuelle. Nos forces dans ce domaine et

le fait que le prolétariat carrier disparaît plutôt que de grandir rendent peu rentable un tel permanent. Par contre, je pense que la force actuelle du P.A., son influence et les possibilités qui existent de développer la lutte contre le réarmement de l'Allemagne permettent d'envisager un permanent P.A. dont le travail ne serait pas limité à la province du Luxembourg, mais qui s'occuperait de l'Ardenne, la Famenne et la Gaume, régions où les éléments indiqués existent à peu près sur une échelle équivalente. Les centres pourrait être Jemelle, limite entre l'Ardenne et la Famenne et la première tâche, l'organisation d'une grandiose commémoration du massacre de Bande (à 13 km. de Jemelle) et la réorganisation d'un P.A. vivant, l'objectif de 700 ou 800 membres ne semblant pas exagéré. A noter que Bande est des deux communes du Luxembourg où une liste unitaire à participation communiste a obtenu la majorité absolue, l'autre est Aubange près d'Athus.

Autres organisations patriotiques : à Athus, le camarade Florent Michel dirige la section des P.P. forte d'une quarantaine de membres. A Bertrix, le Camarade Maquet dirige la section des P.P. et est au moins membre du Comité si pas dirigeant, de la F.W.I. (Invalides de guerre).

J. P. B. : une section très vivante existe à Athus avec une annexe à Aubange. Plusieurs des meilleurs camarades ont maintenant soldats et l'activité de la section s'en est ressentie. Le défaut de cette organisation est que son rôle principal est d'être la troupe de choc de tout le monde à Athus : pour collecter pour l'U.B.D.P., pour coller des affiches, pour organiser une séance de cinéma... Par moment elle réalise de bonnes choses, mais il faut arriver au plus vite à ce que chaque militant communiste important ait une organisation à s'occuper à fond et pas plusieurs auxquelles il faut toucher.

Rassemblement des Femmes : inexistant, alors qu'il y a à Athus et à Arlon plusieurs militantes sérieuses et solides, n'hésitant pas, par exemple, à aller distribuer des tracts aux ~~mmr~~ ouvriers à la sortie des l'usine.

A.B.S. et Amis de Mitchourine : Il n'existe pas à vrai dire de section A.B.S. - La revue est diffusée à 42 exemplaires à Athus, 25 à Habay, 5 à Bouillon - 8 personnes sont abonnées à la revue parmi lesquelles 5 non communistes (notamment le conseiller communal socialiste André de Dampicourt). A Arlon, il y a actuellement 12 membres, parmi lesquels 6 non-communistes, il existe un comité dirigé par le camarade Derhet, mais qui ne fonctionne pas. A Athus-Aubange, la décision a été prise et en cours d'exécution, de transformer les lecteurs réguliers en membres A.B.S., de les réunir avec un dirigeant national A.B.S. pour constituer une section et commencer des activités si modestes soient-elles ; cette réunion n'a pas encore eu lieu, maitié par la faute des camarade d'Athus, moitié par la faute des dirigeants nationaux A.B.S. A Habay, il y a 9 membres parmi lesquels 5 non communistes ; il ne s'agit pas d'une section vivante.

Pour les Amis de Mitchourine, il y a surtout actuellement

*Plan de travail
à établir
avec les
membres
informés*

une expérience en cours dans 4 ou 5 endroits différents de la province. Le cde Dehosay, cultivateur à Malempré dans le Nord, a ver-
nalisé un peu de blé branchu, puis l'a distribué à quelques paysans
d'autres villages. Dans trois mois, nous connaissons les résultats
de cette expérience, et nous pouvons assurer qu'en cas de succès,
ce sera le début d'un bon développement des Amis de Mitchourine. Le
cde Talbot de Signeulx a accepté de tenir le secrétariat, mais a
éprouvé des difficultés de contact avec Bruxelles (pas de réponse
pendant plusieurs semaines).

M.D.P. - De l'époque où le M.D.P. était une organisation floris-
sante dans le Luxembourg, il est resté quelques embryons de membre
ou d'abonnés à la revue. Le M.D.P. est en train de reprendre con-
tact et de réorganiser des sections au travers de permanences et
conférences. Une première tournée a eu lieu dans le Nord et a fait
l'objet d'un compte-rendu spécial. Une tournée a lieu le 31 mai
dans le Sud. Dans le prochain rapport, nous verrons plus en détail
ce point.

COMMENT LE PARTI FONCTIONNE.

Revue des dernières campagnes - leur réalisation.

Pour étudier comment les décisions prises ont été exécutées,
je ne reprendrai pas toutes les directives envoyées du Centre du
Parti, mais bien les derniers numéros de " L'Avant - Garde ",
bulletin intérieur de la fédération qui donne les directives
~~fédérales~~ de travail. Cela nous donne : campagne de renouvellement
des cartes de membre - les sinistrés - plans de travail - 1er mai -
10 mai - Congrès.

Renouvellement des cartes : nous avons décidé de mettre
tout l'effort sur la réunion des communistes en cellule et comités,
étant donné l'absence totale de vie du parti. Pendant deux mois,
je me suis régulièrement heurté à la réponse de L. Bernard :
impossible de réunir les camarades. Nous avons décidé de continuer
cette bataille qui dure aujourd'hui encore. Récemment, soit après
4 à 5 mois d'efforts, faisant le bilan (une seule cellule se réunit
pour toute la fédération), le camarade Bernard m'écrit "c'est trou-
blant, cette hostilité aux réunions. C'est un mal général. "
C'est d'autant plus troublant que j'ai pu vérifier qu'il n'existe
pas d'hostilité générale aux réunions ; voici les quelques vérifi-
cations que j'ai faites :

- Le B.F. ne se réunissait pas régulièrement, surtout à cause de
l'opposition aux réunions du Camarade Audrit. J'ai exigé que les
réunions aient lieu, et depuis elles ont lieu régulièrement et
tous les camarades qui ne travaillent pas y viennent.

- le 12/2, nous sommes allés discuter avec le camarade Weber, délégué F.L.A. pour les Belges ; au cours de la discussion les dispositions ont été prises pour réunir les camarades du quartier ; la réunion a vu 3 présents sur 12 membres, et elle a **bien** régulièrement toutes les 3 semaines depuis,, 4 camarades viennent ; c'est la seule cellule de toute la fédération quise réunisse.
- pendant deux mois, j'ai insisté pour que le comité de Cockerill soit réuni, sans y arriver ; j'ai alors fixé moi-même le jour (ma prochaine visite) et annoncé que j'y assisterais ; la réunion a eu lieu le 2 avril, 4 camarades étaient présents sur 5, le cinquième venait de rentrer de l'usine et était couché.
- devant l'impossibilité de réunir les cellules, j'ai décidé d'assister à chacune de mes visites à au moins une réunion ; la première à laquelle je devais assister était la cellule Longeau d'Athus, cette réunion fut ratée, aucun membre n'est venu à la réunion ; en recherchant les raisons, je me suis aperçu que les convocations avaient été envoyées directement par le S.P. fédéral à chaque membre en passant par dessus la tête du camarade Michel qui vend la presse dans le quartier et y cotise les membres ; d'autre part la convocation est arrivée chez les membres le jour même de la réunion (ils l'ont probablement eue le soir même en rentrant de leur travail) ; quand on sait qu'il s'agit de camarades que l'on réunit un fois par an maximum..... Nous avons discuté avec deux ménages qui nous ont assurés qu'ils étaient d'accord de se réunir en cellule dans le quartier, mais bien entendu, une telle déclaration ne signifie pas encore qu'ils viendraient,
- la fois suivante, je devais assister à une réunion des militants d'Athus, convoqués le 30 avril dans l'atelier du camarade E. Bernard, père du S.P. fédéral. Près de 20 camarades étaient convoqués, 4 étaient présents et il n'a pas été possible, comme je l'espérais, de constituer ne serait-ce qu'un comité provisoire de la section.

2, Ces cinq vérifications dont 3 constituent un succès et deux un échec, permettent d'affirmer qu'il n'y a pas d'opposition générale insurmontable à la réunion des communistes. Mais alors la question se pose, comment se fait-il qu'on n'arrive quand même pas en général à les réunir ?

Les sinistrés : la direction fédérale n'a pris aucune disposition, impressionnée qu'elle a été par la force de la Croix-Rouge - Pompiers, etc..., d'autre part, les camarades ne se sont pas laissés "embrigader" par la Croix Rouge. L'attitude a été l'abstention. Pourtant spontanément, des habitants d'Athus ont apporté des vêtements chez nos camarades ; un camarade du parti, isolé, a récolté plusieurs centaines de francs à Sainte-Marie-sur-Semans ; les camarades de Bertrix ont récolté près de 1.000 Frs. Bien entendu, cela signifie qu'il s'agit de camarades qui de leur propres initiatives ont répondu à l'appel du Drapeau Rouge, avec la limitation dans leur action, inévitable si l'organisation ne prend pas la chose en mains. Le Bureau Fédéral a entièrement reconnu qu'une telle attitude d'indifférence était inadmissible. Il faut ajouter que dans sa séance précédente, coïncidant à peu près avec la catastrophe, il avait également marqué son accord complet avec

la conclusion du B.P. concernant la crainte de l'action.

Plan de travail :

Un plan de travail très détaillé a été élaboré portant approximativement sur la période de février à mai. L'aspect le plus important était le développement de la lutte contre la Wehrmacht. Le moyen prévu pour entrer en contact avec les travailleurs était surtout la diffusion d'un appel aux travailleurs et militants socialistes et l'organisation de la discussion avec eux.

Les différents épisodes de cette campagne, ont été, - la préparation de la manifestation de Longwy le 1er février par les P.A. d'Athus, une à moitié bonne réunion de P.A. eut lieu, malheureusement une tempête de neige gâcha tout;

- l'organisationⁿ de deux conférences contre la Wehrmacht Européenne le 20 février à Athus avec 300 personnes et le 27 février à Auvange avec 80 personnes;

- enfin, la préparation de la manifestation du 10 mai, dont nous reparlerons.

En ce qui concerne l'appel, qui a nationalement été suivi par la brochure "Pour sortir du marasme" à utiliser de la même façon, il est sorti de presse début avril mais jusqu'à présent, je n'ai connaissance du résultat d'aucune discussion avec aucun militant socialiste, même tenue par les membres du Bureau fédéral. Il faut signaler à côté de ces actions, dont le mot d'ordre est d'origine nationale, au moins deux initiatives locales, la lettre écrite à tous les ex-prisonniers de guerre d'Athus à l'occasion de leur Congrès régional le 29 mars, et la réunion du comité C.G.S.P. de Bertrix début février contre les mesures gouvernementales contre les cheminots

1er Mai : les dispositions prises : faire sortir de groupes d'ouvriers de Cockerill vers la délégation syndicale des demandes d'organisation d'une manifestation unitaire ou au moins d'un meeting unitaire par la délégation syndicale de Cockerill à Athus. Rien n'a été fait dans ce sens. Alors le S.P. fédéral a écrit à la délégation syndicale en lui demandant au nom du Parti Communiste, d'organiser un meeting unitaire. Le 16 avril, en réunion de comité d'usine du Parti, la question a été rediscutée dans le sens de démarches à faire par les camarades de l'usine avec des ouvriers. Rien dans ce sens n'a été fait. La délégation syndicale ne s'est jamais réunie et n'a jamais répondu. Le 27 avril, un numéro spécial du Métallo était distribué à l'usine sous le titre "Unité", regrettant le manque de réponse, dénonçant la participation de la F.G.T.B. à la manifestation socialiste et annonçant un meeting communiste le 30 avril à la sortie de l'usine. Ce meeting, ne fut pas un succès de foule, ni d'applaudissement, loin de là. En même temps était distribué le n° spécial du D.R. Le simple compte-rendu indique que tout n'a pas été fait pour réussir une manifestation unitaire quelle qu'en soit la forme, tout au plus peut-on dire que le nécessaire a été fait pour que le Parti ait la conscience tranquille : il a lancé un appel à l'unité.

10 mai : à l'initiative de la direction nationale du F.I., les présidents des organisations patriotiques de Jemelle (F.I./P.P./F.N.A.P.G./F.N.C.) ont signé l'appel du 10 mai et décidé d'envoyer une délégation à Bruxelles.

A l'initiative de la direction nationale de l'U.B.D.P., notre camarade Maquet a fait voter à la F.N.I. de Bertrix un subside de 200 Frs pour l'envoi du porte-drapeau à la manifestation. A l'initiative de la direction nationale de l'U.B.D.P., notre Cde Schumacker a récolté un bon millot de signatures parmi lesquelles des personnalités de St. Léger. Ces trois actions ont été faites à l'~~insu~~ insu de la direction fédérale du Parti, laquelle se réunissant avait estimé que la trop grande distance empêchait une participation à la manifestation ; elle avait estimé que puisqu'il n'était pas possible de participer à la manifestation, rien ne devait être fait, et rien n'a été fait par les organisations dépendant directement de la direction fédérale, Athus, Cockerill, Arlon, Virton. ~~Mieux~~, la conférence préparatoire au Congrès fédéral pour l'Ardenne a été fixée le 10 mai à Bertrix, ce qui fait que le camarade Dernelle, le seul communiste de la direction des organisations patriotiques de Jemelle n'a pas pu accompagner la délégation à Bruxelles et le camarade Maquet le seul communiste du Comité F.N.I. de Bertrix n'a pas pu accompagner le porte-drapeau.

Préparation du Congrès : Dispositions avaient été prises pour que le Congrès soit essentiellement préparé en réunissant les cellules et en leur faisant discuter l'appel édité par la fédération et " Pour sortir du marasme ". Un mois avant le Congrès à Athus et 3 semaines avant la réunion préparatoire à Bertrix, j'ai eu une discussion avec le camarade Van Hoorick au sujet de l'état d'avancement. A la suite de la discussion, j'ai communiqué au camarade Bernard par écrit l'avis que la direction du Parti ne pourrait pas admettre la tenue du Congrès si les organisations principales ne s'étaient pas réunies au préalable. A la suite ~~de~~ de quoi, le camarade Bernard a élaboré un programme du tonnerre de dieu :

2 mai : Signeulx ; 3 mai : Bertrix ; 4 mai : B.F. ; 5 mai : Bouillon/Sugny ; 6 mai : Jemelle/ Forrière ; 7 mai : Aubange ; 8 mai : St. Hubert ; 10 mai : Virton/ St.Léger/ Rachecourt ; Conférence préparatoire à Bertrix ; 11 mai : Arlon ; du 12 au 17 mai : Arlon, les cellules et le comité d'Athus.

Programme irréalisable. A ce rythme, il est seulement possible d'avoir un contact et encore. Pour la conférence préparatoire de Bertrix, le contact a été pris avec les différentes organisations, sauf St. Hubert. Une mesure d'organisation devait faciliter la réunion des militants : le camarade Dehosay devait en voiture prendre les Camarades de Barvaux, Jemelle, Forrière, St.Hubert ; le Cde Maquet devait prendre en voiture les Cdes de Sugny et Bouillon. Cela a été fait et la Conférence de Bertrix fut une réussite du point de vue des présences : Sugny, Bertrix, cheminots de Bertrix (2), Bouillon(2), Malempré, Jemelle, un camarade de St. Médard rattaché à Bertrix. En tout, 9 délégués présents pour 5 organisations. Etaient absents : les camarades Genin de Barvaux (qui travaille le dimanche), Alexandre de St. Hubert (malade), Poty de Jemelle (agent T.T. qui a peur de se montrer). La discussion fut également excellente : 6 interventions, toutes sur la politique du parti et son application dans la région, plusieurs interventions nettement critiques à l'égard de certaines positions politiques et d'organisation à l'échelon fédéral et à l'échelon national. Pour tout ce qui n'est pas la Gaume, on peut dire que la préparation du Congrès a été bonne, en tenant compte qu'en plusieurs endroits, il s'agit d'organisations qui n'existaient plus

au moment du dernier Congrès (juillet 52).

Par contre dans la Gaume, la préparation du Congrès est beaucoup moins favorable : à Athus, 2 présents sur plus de 10 membres ; à Virton, pas de réunion prévue ; à Arlon, la réunion prévue le 11 mai n'a pas lieu ; à St. Léger, pas de réunion prévue ; à Habay contact coupé avec la fédération ; à Cockerill, j'espère une bonne réunion de comité.

Les défauts principaux :

En passant en revue comment ont été menées les dernières campagnes dans la fédération, on peut voir quels sont les principaux défauts :

Le manque de direction : d'une façon générale, on peut dire que le Parti n'est pas dirigé : pas de comité dans presque aucune organisation, peu de S.P. faisant leur travail ; mais même à l'échelon fédéral, nous avons vu que le Bureau Fédéral ne dirige pas le Parti, les exemples des sinistrés et du 10 mai sont suffisamment probants du manque de direction politique à l'échelon fédéral, il faut dire d'ailleurs que il y a quelques mois le Bureau fédéral ne se réunissait pas régulièrement à cause de sa faiblesse. J'ai eu tort d'ailleurs d'encourager cette tendance en n'assistant qu'une seule fois au bureau fédéral depuis bientôt six mois que je vais dans le Luxembourg. Au lieu de le renforcer en participant aux discussions, je l'ai déforcé en prenant toujours contact avec le seul Léon Bernard ce qui dans certains cas a amené à prendre des décisions à deux, sans que le Bureau fédéral discute seulement de ces questions. Agissant ainsi je n'ai pour ainsi dire pas participé à l'élaboration des actions à mener en application des décisions du Parti, mais je me suis contenté de vérifier l'exécution de décisions qui bien souvent ne correspondaient pas aux possibilités. Il a été décidé que dorénavant, j'assisterais assez régulièrement au Bureau fédéral, même si cela m'amène à des absences irrégulières de Bruxelles.

Manque de vie dans le Parti : le manque de direction politique n'est pas le seul défaut imputable à la direction fédérale. Toutes les liaisons sont assurées par le permanent, ce qui eîndi que leur rareté. En général, ces liaisons ont lieu par contact avec le dirigeant de l'organisation intéressée et non au cours d'une réunion de comité ou assemblée de membres. Cela a amené à la situation actuelle où aucune cellule ne se réunit (sauf une) et où il n'existe presque aucun comité de section et de cellule. Le fait que Léon Bernard est le seul à tenir toutes les liaisons et à cumuler les fonctions politique, de propagande et d'organisation amène à une ~~haute~~ lenteur extraordinaire dans le travail. Par exemple, l'appel aux socialistes décidé au B.P., en fin janvier n'est sorti de presse qu'en avril, c'est-à-dire plus de 2 mois après la décision, alors qu'il ne contient aucun élément important qui n'était connu en janvier. Quant à sa diffusion, elle a eu lieu le 30 avril à Cockerill, et le 6 mai aux usines de Bouillon.

Les grains de sable : en plus de ces faiblesses générales, j'ai pu constater une série de négligences accidentelles qui ne peuvent que gêner fortement le redressement. Alors que je ne suis allé dans le Luxembourg qu'une huitaine de fois, j'en ai été victime

plusieurs fois déjà. Voici le cas que je connais : remise sur pied de la section P.A. à Athus / par oubli, une trentaine d'anciens P.A. n'ont pas été convoqués ; réunion cellule Longeau à laquelle je devais assister : les camarades ont été convoqués trop tard, alors que jamais de réunion de cellule n'a lieu ; cercle d'étude de Cockerill que je dirige : pour la première fois le 2 avril, excellent cercle avec 5 présents et un absent- la fois suivante les camarades n'ont pas été prévenus de la date exacte ni de l'heure, ce qui fait qu'un n'est pas venu, et que deux autres ont été prévenus à l'improviste et ne s'étaient pas préparés ; visite à Jemelle : à la suite du décès d'un membre du Parti à Athus, j'ai attendu des heures à la gare de Jemelle sans voir arriver le camarade Bernard et je n'ai pas pu prendre contact avec les camarades de Jemelle dont je ne connaissais ni le nom ni l'adressé.

-
- +

Où se situent ces défauts et pourquoi ?

Si nous voyons la liste des organisations du parti, nous remarquons tout de suite que c'est surtout les organisations les plus facilement en liaison avec la direction fédérale qui souffrent de ces défauts. Toutes ces organisations se situent dans la Gaume et l'on peut se demander si la raison ~~xxxixixix~~ ne réside pas dans des conditions objectives différentes que dans l'Ardenne. Mais il y a aussi dans la Gaume des endroits où les camarades régissent comme dans l'Ardenne, par exemple à St. Léger et à Ste Marie. Dans ces deux cas cependant, il s'agit d'endroits n'ayant pas de communication facile avec la direction fédérale. On peut dire que les défauts signalés plus haut sont le plus sensible à Athus, Arlon et Virton, c'est à dire aux trois endroits qui sont en liaison constante avec la direction fédérale, ces trois sections n'ont pas de comité malgré un nombre de membres appréciable (84 membres à Athus, 29 à Arlon, 13 à Virton), ni de secrétaire politique; dans les trois cas, il existe un camarade qui porte le titre de S.P., mais qui ne se considère pas comme tel, qui n'est pas considéré par les membres comme tel, et qui n'en joue nullement le rôle.

Pourquoi cette situation ? Pour une grande part, parce que le S.P. fédéral, Léon Bernard, n'a pas confiance dans les camarades du Parti. Il ne s'agit pas là de quelque chose de nouveau. J'ai rappelé dans mon rapport précédent fait en vue de la réunion au B.P. les paroles du camarade Dejace, délégué du C.C. au Congrès fédéral de juillet 52 : son intervention insistait presque uniquement sur la nécessité d'avoir confiance en les hommes et les femmes et de leur confier des tâches politiques. Depuis un an, aucun progrès n'a été réalisé dans ce domaine; pour preuve, je me contenterai de citer sans changer un mot le dernier avis écrit de Léon Bernard sur la plupart des cadres :

Situation cadres

Défection actuelle.

- Jemelle : Poty - dit ne pouvoir faire quelque chose parce que T.T.-
Honet idem parce qu'à la carrière - Duchamps parce qu'au
ministère - Mottard parce que gérant de la Maison des 8 h.
Bref - plus rien à en attendre.
- Forrière : Cde Deruelle fait état des menaces qui pèsent sur lui au
cadastre. J'ai 4 enfants dit-il !
- Bastogne : Mathieu T.T. ne peut que me renseigner mais pas se déplacer
avec moi. Il craint d'être vu en ma compagnie. C'est Poty
qui me le confirme.
- Athus : Florent Michel a répété à des cdes qu'il n'assisterait plus
à aucune réunion.
- Cockerill : Ettinger R. laminoir - ne peut rien faire, suis occupé
par la construction de ma maison dit-il !
- Bernard André - se retire de toute activité politique
J.P.B. et Parti, parce qu'il va se mettre commerçant en
épicerie. Sa belle-mère et sa femme ont monté l'affaire et
André lui-même est entièrement rallié à cette idée.
- C'est grave - car cela influence

Mathieu - qui n'a pas beaucoup de temps et n'aime pas assumer une responsabilité.

Thiry - qui accentue sa tendance à penser lui aussi davantage à son commerce de brasseur, car il n'est pas que chauffeur, il est au pourcentage par client.

Virton : Craps qui s'entête dans son hostilité aux réunions.

Pochet qui ne veut pas assumer de direction politique - simplement faire les cotisations.

St. Hubert : Alexandre J. n'en veut plus - et peu d'espoir auprès des autres membres, suite aux 32 voix aux élections communales.

Habay : La cde Zwick qui ne veut plus s'occuper de quoi que ce soit. Aucune autre perspective - les autres membres sont son mari - sa fille - son frère - là aucun espoir.

Copus, pensionné, n'en veut plus, n'est plus membre du Parti.

Barvaux : Gellin m'écrit qu'il a essayé de regrouper quelques cdes. Aucun succès auprès des personnes touchées.

Il ne voit aucune chance et ne me parle même pas de lui pour son affiliation.

Limerlé - Aucune réponse.

Mon avis - Tant que nous avons vécu replié sur nous-mêmes ça pouvait aller.

Du jour où les tâches politiques sont posées, les cdes se retirent."

Mais si le S.P. fédéral n'a pas confiance dans les possibilités des membres du Parti, j'ai l'impression (ce n'est qu'une impression) que les membres du Parti, et plus ils sont proches d'Athus, plus cela me semble vrai, n'ont pas confiance dans la direction fédérale. Ce qui me fait croire cela, c'est le fait que les directives venant directement du centre du parti (comme fleurs Staline) ou par le canal du D.R. (exemple sinistrés) ou par un dirigeant national d'une organisation de masse (exemple 10 mai), ont un écho ~~et~~ en un certain nombre d'endroits, tandis que les directives émanant de la direction fédérale ou transmises par la direction là où il y a liaison régulière ne sont pas appliquées.

Cela peut provenir en partie du fait que certaines promesses faites à des militants ne sont pas tenues, par exemple, voici deux cas que j'ai vécus : à Sugny, le cde Petit a fait remarquer que le Parti se désintéressait complètement des travailleurs des forêts, bûcherons et ouvriers de scieries, à la suite de quoi décision fut prise d'éditer un journal "L'écho forestier" lequel n'a pas encore paru depuis 5 mois que la décision a été prise; au cours d'une discussion avec le cde Joris, cheminot à Athus, il est apparu que certaines actions de propagande pour les cheminots devaient être faites par des membres de l'organisation locale et pas par des cheminots (par exemple affiches dans la gare), le risque étant plus faible dans ce cas; jusqu'à présent rien n'a été fait dans ce sens à la gare d'Athus, ce qui n'est pas fait pour aider nos cdes cheminots à surmonter leurs hésitations.

Je crois cependant que ces promesses non tenues ne suffisent pas à expliquer. Je crois que la raison essentielle réside dans le rôle prépondérant joué dans la Parti par la famille Bernard et les contingences de cette famille et qu'il faut voir là pourquoi à Athus et dans les endroits en liaison constante avec Athus, les membres du Parti ne militent pas pour le Parti. L'action politique est, aux yeux de toute la population, dominée par la famille Bernard, Léon Bernard est secrétaire politique fédéral, Ernest Bernard (le père) est le diffuseur du D.R. (sauf 25 diffusés par le cde Michel). Or, comme c'est la seule activité du parti, il apparaît comme un dirigeant du Parti à Athus, il cotise d'ailleurs la plus grosse cellule et les réunions ont lieu chez lui. André Bernard (frère de Léon) est le dirigeant de la J.P.B. et de la section du parti à Cockerill, Roger Ettinger (beau-frère de Léon) a été délégué de Cockerill au Congrès des Peuples à Vienne et a été mis en avant comme dirigeant U.B.D.P. aidé par Roth (autre beau-frère Bernard non membre du parti). Je n'ai entendu chez aucun membre du parti la moindre remarque sur ce sujet, sauf une fois dans la bouche d'Ernest Bernard, le père, qui disait "on en veut aux Bernard, mais sans eux, il n'y aurait plus de Parti à Athus". Mais la prépondérance de la famille Bernard est un fait même du Bureau fédéral qui se compose de 4 membres, Léon Bernard, André Bernard, Félicien Thiry, Joseph Audrit, mais qui se réunit habituellement à trois (pour des raisons d'horaires de travail) c.à.d. Léon Bernard, André Bernard + un des deux autres. Ce fait ne peut qu'indisposer de nombreux membres du parti, surtout étant donné deux contingences que tout le monde à Athus connaît :

- Ernest Bernard, le père, est marchand-tailleur et il vit à habiller les douaniers et les gardes forestiers, donc de commandes lui passées par l'Etat;
- Léon Bernard, S.P. fédéral, est logé par son beau-père, contremaître à Cockerill, dans une maison mise gratuitement ou presque à sa disposition par l'usine. Cette situation est officiellement clandestine, dans ce sens qu'aucune lettre, ni télégramme du Parti n'est envoyé là, dans ce sens qu'aucune indication ne peut être mise au mur du bureau de Léon Bernard faisant croire que c'est le local du Parti (pas de tableau de cotisations ou de vente de presse), mais en réalité, tout Athus sait que le dirigeant du Parti habite là. Sans qu'aucun membre du Parti, je le répète, m'a parlé de cette situation, le fait que la réaction possède deux moyens de pression importants sur la direction du Parti (le gagne-pain du père du S.P. fédéral et le logement du S.P. fédéral) et ne les utilise pas, ne peut que créer un malaise. Quelle est la solution ? Je ne crois pas qu'il faille demander au cde Ernest Bernard de laisser là son gagne-pain, mais peut-être faut-il conseiller au S.P. fédéral de trouver un logement indépendant de l'usine.

TACHES

=====

Un travail important doit et peut être développé dans les organisations de masse par nos camarades : dans les organisations syndicales de métallos et de cheminots (envisager peut-être un comité de défense de la ligne Athus-Meuse partant du dépôt de Bertrix); dans les organisations patriotiques contre le réarmement de l'Allemagne revancharde (envisager peut-être une manifestation à Bande pour le Nord et à St. Léger pour le Sud).

Rendre le Parti capable de diriger ce travail en renforçant la direction politique de la fédération, avoir un comité fédéral qui fonctionne et un bureau dirigeant vraiment les organisations du Parti; je crois que c'est possible avec les militants qui existent actuellement dans les différentes sections. Augmenter systématiquement le nombre de militants qui participent au travail : vente du D.R. dimanche, propagande du Parti, actions décidées par les organisations de masse. Le prochain rapport nous permettra de voir dans quelle mesure le Congrès aura aidé à résoudre les problèmes les plus importants qui se posent.

:--:--:--:--:--:--:

C. W. F. Frei
2.6.1953.

23/5/53

RAPPORT SUR LA FEDERATION DE LA FLANDRE ORIENTALE.

Evolution de la situation.

Au cours des dernières semaines, nous constatons une nouvelle vague de chômage, surtout dans le textile. Quelques usines ont dû fermer leurs portes au cours de ces derniers temps, comme les usines "De Coster - Rousseau", "St. Sauveur" et "Motte" à Gand.

En avril - mai, les licenciements se sont opérés dans une série d'usines et il y a lieu de signaler que les usines de l'Union Cotonnière qui, jusqu'à présent n'avaient pas encore opéré des licenciements, ont commencé à leur tout à renvoyer des ouvriers.

C'est ainsi le cas à l'Union Cotonnière à Rensix, à la Filature Braem (U.C.) à Gand, Usines Cotonnières de Belgique (U.C.) à Gand, Vitendael (U.C?) à Gand.

Des renvois d'ouvriers se sont opérés également chez "Delbecque" à Gand,

"Beckin-Hackselinx", Mont St. Amand,

"De Landtsheer", Destelbergen,

"La Lys" à Gand,

"T.A.E." (filiale de Bartsoen-Beyne) à Destelbergen.

Dans la plupart de ces usines on a instauré le roulement du chômage, (on travaille à tout 2 semaines sur quatre) et les équipes de nuit ont été supprimées.

Dans la région d'Audensarde également, les licenciements dans les usines textiles sont à l'ordre du jour.

A l'usine "Saffaert" (Tissage et filature) on travaille encore une semaine sur quatre par système de roulement.

A l'usine "Lainière de l'Escaut" après avoir travaillé les 6 derniers mois en équipes, on est passé au système de roulement et les ouvriers travaillent encore deux semaines sur quatre.

Ainsi pourrait-on continuer la liste.

Mais ~~qu'est-ce~~ que constatons-nous dans tous ces licenciements? Nous constatons que les licenciements s'opèrent surtout entre 45 et 65 ans, donc des ouvriers dont le rendement est moindre que celui des plus jeunes ou qui ne sont plus en état de suivre les cadences toujours accélérées.

Il nous est signalé d'ailleurs que dans la plupart des usines, les patrons poussent à faire travailler sur un plus grand nombre de métiers et que parmi les ouvriers âgés existent une crainte permanente d'être renvoyés.

Au début de cette année la commission paritaire du textile

avait donné "autorisation" aux patrons de faire travailler sur plusieurs métiers, donc avec l'accord des dirigeants syndicaux. Les ouvriers s'en rendent compte eux-mêmes, ce qui signifie "l'augmentation de la production" et des discussions s'engagent sur cette question, ce qui ne se faisait quasi pas au paravant.

A l'usine "R. Geerinkx-De Nayer", le fait suivant s'est passé au cours de la semaine du 16 mai : La direction de l'usine convoque le conseil d'entreprise pour discuter avec la direction de la question de travailler sur le double de métiers. Arrivés devant la porte du bureau, l'accès fut interdit "car les secrétaires des syndicats s'entretenaient déjà avec le directeur sur cette question". Finalement les ouvriers devaient apprendre que les secrétaires syndicaux (F.G.T.B. et Chrétiens) avaient acceptés les propositions du patron, donc sans la moindre consultation des ouvriers. Par après, ils ont convoqué une assemblée des ouvriers de l'usine, dont j'ignore encore le résultat (je reviens sur cette question plus loin dans le rapport)

D'autre part, on me signale, pour ce qui est du textile, que l'on s'attend à une reprise chez Fabàta et une reprise dans le tissage de tapis; ceci est dû à la réouverture des frontières anglaises.

La situation actuelle dans le textile accélère le rythme de concentration de l'industrie textile entre les mains de l'Union Cotonnière.

Ainsi ces derniers temps sont passés entre les mains de l'Union Cotonnière, les Usines Motte à Gand (400 ouvriers) et tout récemment l'Usine Beernaerts de Wetteren.

Dans l'industrie de l'alimentation,
le chômage reste toujours assez grand et a augmenté dans certaines branches, suite aux accélérations des rythmes et de la mécanisation.

Dans les raffineries de Basarode, le service "extraction" ne travaille que deux semaines sur quatre. Des ouvriers ont été licenciés après l'installation de nouvelles machines.

Même phénomène à l'usine Vermeulen (minoteries) après installation de nouvelles machines, la même production se fait avec deux équipes de 16 hommes contre trois équipes de 16 hommes au paravant.

Au cours du mois de mars la "Papeterie de l'Escaut" à Gentbrugge a été fermée et le personnel (100 hommes) a été renvoyé.

Comme on le voit, la crise et le chômage commence à prendre une étendue catastrophique.

La situation inquiète tous les milieux.

Lors de ma visite à Renaix, les camarades me signalaient que la situation est fortement discutée et que les gens "aspirent au commerce avec l'Est".

Un camarade de Lokeren me signale de son côté une conversa-

tion qu'il avait eue avec le patron d'une usine textile (le comarade en question était un inconnu pour le patron) et que ce dernier lui déclara qu'il n'y avait plus qu'une seule issue, c'était : "s'entendre avec les pays communistes."

Le 16 et 17 mai, un week-end d'étude de la jeunesse socialiste s'est tenue à Gand sur le problème du chômage.

La situation économique ne peut manquer d'avoir ses effets sur la pensée et de faire évoluer les esprits vers les solutions que notre parti avance.

L'isolement politique dans lequel vit toujours la fédération fait que nos informations sont forcément encore très réduites. Mais les positions prises par Van de Vyvere dans "Vooruit" ne peut être une position à lui seul. D'ailleurs dans le même journal du 25 avril 1953, De Block écrit de son côté :

" Foster Dulles parla un langage qui n'est pas propice
" à un rapprochement entre l'Est et l'Ouest."

et dans un autre article du même De Block traitant de la situation internationale et dans lequel il défend de nouveau le rapprochement avec l'Est, il écrit :

" Les grands personnages qui tiennent le pouvoir ne doivent
" pas croire, que l'homme simple avale tout ce qu'il lui est
" avancé en ce qui concerne la situation internationale".

Qui vise-t-on exactement par "les grands personnages" ?
Dulles et G^o ou Spassk et G^o, ou les deux ?

Examinons maintenant l'activité du Parti et comment
il exploite cette situation.

Le dernier congrès fédéral avait conclu par attirer l'attention sur les graves conséquences que la politique d'abandon nationale et de soumission à l'Amérique avait pour la province de la Flandre Orientale, conséquences qui se traduisaient dans le chômage massif, l'abaissement du pouvoir d'achat, les bas salaires, par une situation économique catastrophique. Il était du devoir du Parti de montrer la voie du redressement et à faire venir en mouvement les couches les plus larges "pour sortir du marasme".

Le lendemain du Congrès, le nouveau B.F. se chargea de rédiger un manifeste à la population de la province. Ce manifeste est en somme la concrétisation de la brochure "marasme" et son prolongement.

Le manifeste, résultat d'un travail collectif du Bureau, n'a pas encore été édité parce que nous attendons la liquidation de la brochure dans les sections.

En ce qui concerne la brochure "marasme", nous n'avons pas mis l'accent tout de suite sur la discussion de la brochure, notre attention allant au manifeste et partant de l'idée que ce serait sur le manifeste que l'on ferait porter la discussion. Nous avons entre-temps corrigé cela.

Tout d'abord, je fais remarquer, qu'au sein du B.F.

la discussion a été très fructueuse car, comme je l'ai déjà exposé, la manifeste a été rédigé sur la base de la brochure. Nous avons consacré trois parties de séances du B.F. à la discussion. Cette discussion a ouvert des perspectives aux camarades et nous a aidé à tracer notre ligne politique.

En ce qui concerne les discussions dans les sections : là elle s'est faite avec un retard pour les raisons expliquées plus haut. Mais entretemps la discussion a été tenue dans quelques comités, comme à Renaix, Lokeren, Ninove, Eecloo, et continue dans les autres sections.

Quand aux discussions en dehors du Parti nous avons jusqu'à présent très peu d'échos.

Pour y remédier le B.F. a décidé de faire convoquer des assemblées où le délégué du B.F. sera présent et dirigera la discussion devant l'ensemble des membres présents.

Cela ne veut pas dire qu'il n'a encore rien fait. A Renaix, par ex., la diffusion de la brochure a été précédée par des meetings de quartier et au local de chômeurs, portant sur le contenu et son adaptation à la situation locale. La récolte de fonds a été faite en même temps.

A Ninove, la diffusion a été faite également par des meetings de quartier accompagnée par la fanfare.

A Eeclo, une diffusion a été faite au bureau de pointage des chômeurs, suivie de discussions.

A Termonde St. Gillis, la diffusion a été faite à l'usine de l'Union Cotonnière ; A Ninove à l'Union Allumettière, à Renaix à l'Union Cotonnière, à Lokeren dans les peuseries et usines textiles, à Mont St. Amand chez Bartsaen-Buyne. Mais tout cela est de récente date, et je n'ai pas encore d'informations en ce qui concerne les discussions.

Travail unitaire.

La question de l'unité, du travail unitaire auprès des ouvriers et militants socialistes a été posée, suite à l'analyse de la situation dans la province, au sein de Bureau fédéral. Les délégués du C.F. s'efforcent d'orienter le travail dans cette direction dans les sections. Il nous est parfaitement claire que le succès de ce travail dépend essentiellement des actions pour la défense des intérêts vitaux de la classe ouvrière, que le Parti sera en état de mener.

Ici nous devons surmonter les plus grandes difficultés. Nous avons très peu dans les usines, quasi rien dans les syndicats et une tradition de conceptions sociale-démocrates dans le Parti, y compris la direction fédérale.

Pour changer cela, il faudra faire un travail de patience, ce qui ne veut pas dire qu'il s'attende à un changement spontané. Il s'agit ici de faire un travail de conviction à la lumière d'exemples.

Si nous arrivons à changer le climat dans une ou deux sections, et que nous pourrions les montrer en exemples,

comparer les méthodes employées et les résultats obtenus, je crois que nous arriverons plus loin qu'avec des simples mots sur "comment faut-il faire".

Cet effort nous le portons sur Lokeren et Ninove. Nous avons choisi ses deux sections parce que nous y avons le plus de chance d'arriver, dans un temps relativement court, à des résultats.

A Lokeren, suite à un travail suivi de très près nos camarades sont arrivés à jouer un rôle important dans les peuseries. Notre camarade Semillon y bénéficie d'une certaine influence. En février dernier nos camarades y ont mené une campagne pour l'augmentation des salaires alors que le syndicat propageait l'idée que ce serait une utopie de croire à une possibilité de voir augmenter les salaires.

En mars la tension augmenta toujours sous la poussée de nos camarades et l'on aboutit en fin de compte à des réunions syndicales et par la suite à des pourparlers avec les patrons. Tout cela se termina par une victoire des ouvriers. Une augmentation de salaire leur fut accordée.

Suite à ce succès nous avons pu convaincre les camarades que les communistes pouvaient encore mieux travailler en se groupant sur la base de leur entreprise. Une cellule pour les peuseries (pour toutes les unimes) fut ainsi créée, et maintenant nous travaillons pour réunir les camarades ouvriers textile afin d'arriver ainsi à un travail dans leurs entreprises et leur syndicat.

Mais l'influence grandissante des communistes dans les milieux des travailleurs de la peuserie nous amena aussi à un rapprochement avec les militants dirigeants du syndicat, et cela aussi sur des problèmes politiques tels que le réarmement allemand. Nous orientons le travail à renforcer ce rapprochement. Ce travail se fera sur la base du programme immédiat "pour sortir du marasme".

A côté du journal "le travailleur de la peau", la section va éditer prochainement un journal local pour la ville de Lokeren.

A sa dernière réunion, le comité a vu la nécessité d'améliorer encore l'appareil de direction, et a désigné un secrétariat de trois camarades qui au besoin pourront se voir quotidiennement et dans lequel un militant du J.P.B. a été pris; ceci a mieux aidé encore le J.P.B. qui compte 35 membres. (Le Parti 90 membres).

A Ninove, après de longues discussions avec les camarades nous sommes arrivés à porter leur attention sur les usines de la localité et plus spécialement sur l'Union Allumettière. Sur la base des cadences de travail et des accidents, une agitation a été faite. Nous sommes arrivés à grouper cinq éléments, à nous réunir avec eux, à discuter sur les problèmes de l'entreprise et de continuer le travail amorcé.

Suite à ses efforts, nous sommes arrivés à changer le journal local "t Ninovietierke" de physionomie, quand à son contenu

contenu.

Le dernier journal sorti traite des problèmes suivants: 1er Mai - l'offensive de paix - l'augmentation des tarifs d'eau potable dans la commune - des articles sur les usines: "Allumettières Herckx", "l'Union Allumettière", l'usine de meubles "Dobbeleer", l'usine de textile "Sofiline" et le problème des trains ouvriers (conditions du transport).

Suite à ces articles, un délégué socialiste de la F.G.T.B. est venu trouver le camarade Deville lui déclarant "ce que vous dit dans votre journal est juste, les dirigeants F.G.T.B. sont trop passifs; je vous informerai régulièrement sur ce qui se passe à l'entreprise, cela aidera à changer l'attitude de nos dirigeants". Et ce n'est pas par hasard, que Deville a été mis un peu plus tard en rapport avec un des dirigeants socialistes opposé au réarmement allemand qui voulait entrer en contact avec le Blume.

Actuellement nos camarades de Minove mènent un referendum en ville sur la question des tarifs d'eau potable auquel ils ont lié la diffusion de la brochure et la récolte pour le fonds du million. Cette action se fait avec 20 militants ce qui, d'après mon avis, représente un chiffre élevé.

En ce qui concerne donc l'organisation du Parti aux entreprises, nous ne pouvons pas encore parler d'une cellule existante, mais nous sommes en bonne voie. Nous nous réunissons régulièrement avec les camarades de l'entreprise et un cours élémentaire se tient actuellement pour ces camarades.

Si nous voulons obtenir des résultats substantiels pouvant servir pour changer le travail dans l'ensemble de la fédération, cela ne signifie pas que nous arrêtons nos efforts à ces deux sections.

A Termonde St. Gillis, nous avons opéré une réorganisation et un des camarades de l'usine "Union-Cotonnière" a été pris dans le comité, afin d'orienter le travail du comité vers l'entreprise.

A Rensselaers, les camarades ont été ~~marqués~~ orientés vers la recherche de contacts dans la plus importante usine "Union Cotonnière".

A Heloo, nos camarades mènent depuis cette année une propagande de l'extérieur des usines textiles et l'objectif reste la pénétration. Cette agitation se fait surtout sur la question des cadences.

A Gand, il n'y a pas de changement dans ce sens. Cette section reste toujours enfermée dans sa coquille. Le dernier compte-rendu de la réunion du comité nous l'enseigne. Questionnant un des camarades du comité celui-ci ~~me~~ m'explique qu' "ils doivent renforcer leurs cellules de quartier avant de pouvoir se tourner vers les entreprises".

Les dernières semaines je ^{ne} suis pas occupé ou très peu, de cette section vu qu'il avait été convenu que le camarade Verdoelt tiendrait la liaison avec Gand. Dans la pratique cela signifie que le B.F. est coupé de la section et il faut remédier le

plus vite à cette situation.

A Alost, à part le journal local, le journal d'entreprise pour Roos Geerinkx De Nayer a été sorti. Il traitait de la question du chômage et des licenciements qui s'opèrent à l'usine.

Après la parution il s'est produit ce qui se produit dans la plupart des usines textiles.

Les patrons ont décidé de faire travailler les ouvriers sur le double de métiers. Cette décision fut prise en accord avec les secrétaires des syndicats qui traitèrent de cette question sans consulter les ouvriers. Il va sans dire que cela provoqua l'indignation des ouvriers. Nous avons contact à l'intérieur et une réunion syndicale exigée par les ouvriers devait avoir lieu ces jours ci. J'ignore encore le résultat de cette réunion. Il avait été décidé lors de la dernière réunion du B.F. que le Parti, après avoir revu les ouvriers, sortirait un nouveau journal.

Chez les chômeurs.

Nous avons édité le deuxième numéro de notre journal pour chômeurs que se diffuse sur quelques 15.000 exemplaires dans toutes les sections. Mais à part la diffusion de notre journal, des discussions organisées sur le contenu ne se font pas. Le même phénomène que nous constatons avec la brochure. A Renaix, des meetings réguliers se tiennent au local de pointage. A Eclo, nous avons mené ces derniers temps, une action pour les chômeurs du hameau de Balgerhoeke sur la revendication locale de pouvoir pointer dans le hameau même, au lieu de faire un déplacement quotidien de 2 X 4 Km. Une pétition, délégation aux syndicats et au bourgmestre. Un meeting se sont tenus. Nous avons insisté auprès des camarades d'Eclo, qui sont parvenus à organiser un comité de chômeur de ce hameau, ~~existants~~ pour étendre le champ d'action et le comité.

Toutefois le journal pour chômeurs ne semble être trop général et trop peu lié à la vie des chômeurs. Pour l'améliorer, il faudra que les chômeurs même soient des collaborateurs du journal. En ce moment encore ce journal est exclusivement rédigé par la direction fédérale.

D'actions parmi les chômeurs, il n'en est toujours pas question. Evidemment, nous pouvons ici aussi ramener la question au problème du manque de vie politique. Mais nous ne pouvons pas attendre là jusqu'à ce que tous les comités discutent politiquement les problèmes. Nous pouvons dans une certaine mesure retourner les problèmes et dire que la vie politique des sections sera stimulée par des actions.

J'ai en tête une campagne parmi les chômeurs. Campagne contre "Benelux". Cela peut prendre plusieurs aspects. Mais je crois que sur ce thème, nous avons une certaine chance de réussir parmi les chômeurs et de trouver un appui parmi d'autres catégories de la population.

Cette action ne doit pas être décrétée par la direction fédérale mais doit être préalablement discutée à la base et avec nos camarades chômeurs.

Cette action se placera dans l'ensemble du programme " Pour sortir du marasme".

— • —

Il va sans dire que des actions dans ce cadre devront être menées parmi les différentes couches de la population, seulement nous voulons d'abord tenir des assemblées de base avant de mettre définitivement les plans d'actions sur papier.

En ce qui concerne l'utilisation des organisations de masse, nous ne sommes pas toujours très loin.

A part la mutualité, il n'existe d'ailleurs pas d'organisation de masse ou très squelettiques.

Ici il y a vraiment une lutte à mener contre la tendance à ne pas s'occuper des organisations de masse.

A ce propos, j'ai pris contact à Gand avec les P.A. (130 membres) qui se réunit encore régulièrement et à son siège dans un local où différentes organisations patriotiques se réunissent.

Au mois de juin, nous/ aurons une conférence des membres du Parti, membres d'organisations patriotiques, telles que Anciens Combattants, invalides, etc...

Nous voulons éclaircir le problème du travail dans les milieux patriotiques et arriver à certains résultats dans ce domaine.

Dans les organisations P.A. et F.I., la situation est peu brillante. Le F.I. est entre les mains de non-communistes, le P.A. est dirigé par des communistes. Cette situation crée des rapports très tendus entre ces deux organisations. La fusion décidée au dernier Congrès du F.I. - P.A. n'a pas été suivie à Gand. Cette situation n'est pas propice pour que l'on puisse s'attendre à certaines actions dans un avenir proche.

Ici de nouveau un travail patient de conviction et de lutte contre le sectarisme de nos camarade devra être mené.

Jeunes.

Ici il n'y a pas de changements importants à souligner. Je n'ai pas encore eu l'occasion de m'entretenir tranquillement avec ces camarades. J'avais inscrit cela à mon programme pour après le Festival.

Chez les Pionniers, la situation est quelque peu meilleure mais ici également je n'ai pas encore une vue d'ensemble de la situation. Je crois pourtant que ici il faut une aide immédiate auprès des dirigeants pionniers pour organiser certaines activités publiques et pour l'hiver/obtenir des locaux.

Les aider

Cadres.

Cadres.

A la direction fédérale : j'ai pu constater depuis les quelques semaines que j'ai pratiquement la direction en mains, que le meilleur cadre fédéral est le camarade Van Ussel. C'est le camarade avec une bonne formation politique, beaucoup d'expérience et prenant des initiatives. Il s'est d'ailleurs bien obtenu le plus de résultats dans son travail. C'est lui qui tient la liaison avec Lokeren et Ninove, et s'occupera maintenant aussi de l'usine Bartsen Bayne à Mont St. Amand.

Le camarade Desmet ne semble qu'il se refait, seulement maintenant, une idée exacte du travail dans une fédération, sur lequel il a eu, par la fait d'avoir été coupé longtemps de la vie du parti, une idée qui n'était pas toujours exacte.

Le camarade De Graecker a même déçu sur toute la ligne. Nous avons d'ailleurs tout dernièrement dû constater qu'il était un menteur et qu'il a utilisé des procédés peu propres pour cacher ses mensonges (Van Moorick est au courant). Je propose de ne pas le tenir plus longtemps comme permanent.

Conclusions :

Je crois que si nous voulons arriver à améliorer le travail de cette fédération, que nous devons éviter de tomber dans l'erreur d'obtenir des résultats immédiats. Il faut voir ici une lutte contre des habitudes fortement ancrées dans les mœurs. Orienter le travail avec succès vers les entreprises et l'utilisation des organisations de masse demandera des efforts tenaces.

Arriver à une vie politique dans les sections ne se fera pas du jour au lendemain et il faudra commencer à transformer le B.F. et le C.F. en organismes où l'on discute des problèmes politiques, ce qui ne se faisait que très rarement.

Beaucoup dépendra de la direction fédérale et l'attention devra aller à créer et former une bonne équipe de dirigeants avec le sens de responsabilité, de courage et d'initiative. Sous l'impulsion et sous l'exemple de la direction, la situation s'améliorera de beaucoup et le travail pourra être orienté vers les objectifs essentiels.
